

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LE
CRÉDIT SPÉCIALISÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et Soutenue le Vendredi 31 Mai 1929, à 2 heures

PAR

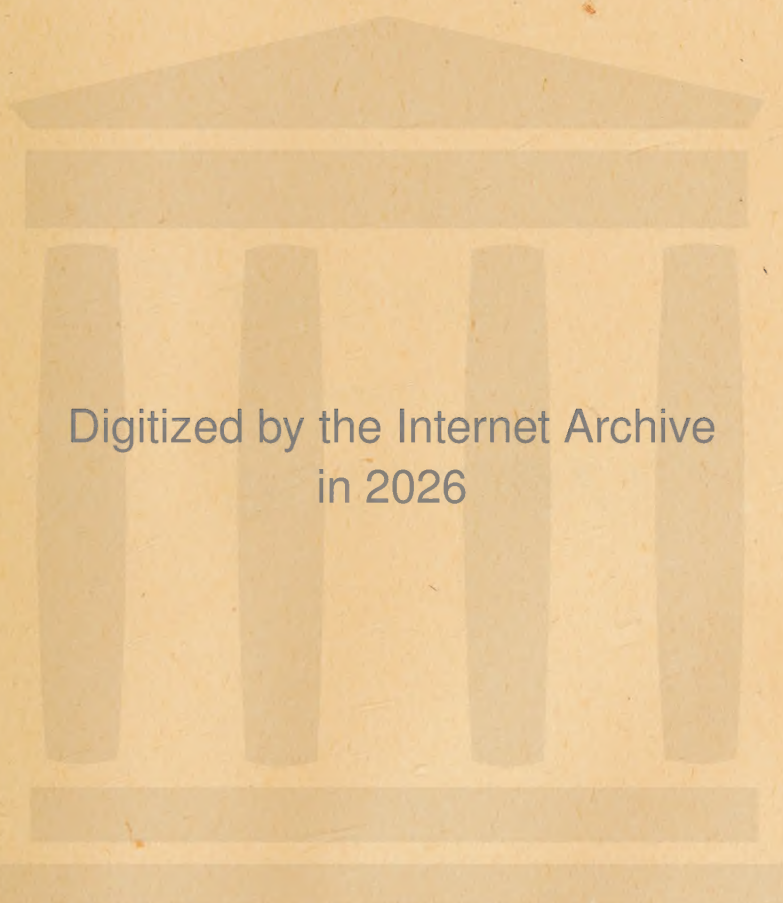
Maria-Dina DIMITRIU

Président : M. AFTALION, professeur.

Suffragants : } M. PERREAU, professeur.
 } M. PIROU, professeur.

PARIS
LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE ET MODERNE
EDOUARD DUCHEMIN
L. CHAUNY ET L. QUINSAC, Successeurs
18, Rue Soufflot (V°)

1929



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

L E
CRÉDIT SPÉCIALISÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et Soutenue le Vendredi 31 Mai 1929, à 2 heures

PAR

Maria-Dina DIMITRIU

Président : M. AFTALION, professeur.

Suffragants : { M. PERREAU, professeur.
 M. PIROU, professeur.

PARIS
LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE ET MODERNE
EDOUARD DUCHEMIN
L. CHAUNY ET L. QUINSAC, Successeurs
18, Rue Soufflot (V*)

1929



INTRODUCTION

Le problème du crédit est un des premiers problèmes économiques; pour saisir toute la gravité de la question, il faut en étudier le fonctionnement dans ses détails. Nous tâcherons dans cette étude d'analyser une certaine catégorie d'institutions de crédit, les institutions de crédit spécialisé, pour voir si le facteur spécialisation est essentiel à toute organisation de crédit complexe et, s'il en est ainsi, comment pourrait-on s'en servir en vue de l'amélioration de l'état économique actuel.

Notre essai ne prétend pas conclure à une nouvelle théorie du crédit; il s'agit seulement de voir si, par l'examen des institutions de crédit déjà existantes, fait d'un point de vue spécial, on ne pourrait pas apporter une contribution efficace à l'évolution de l'organisation économique.

Le phénomène de la spécialisation existe dans le crédit comme partout, mais comme le développement du crédit exige un stade de prospérité économique très avancé, la spécialisation du crédit n'est apparue qu'assez tard dans l'histoire des faits économiques et sa systématisation n'est pas encore réalisée.

Dans l'antiquité, au comble même de la phase capitaliste de l'économie romaine, le crédit servait plutôt à l'assistance qu'à la production. Il y avait des banquiers, parmi les noms souvent cités on trouve ceux de Clinius de Pouzzoles, de C. Rabirius Postumus. On ouvrait des crédits publics : les banques prêtaient aux villes d'Asie, aux hommes d'Etat ayant besoin de larges capitaux pour fonder leur fortune politique. Les sommes avan-

cées aidaient parfois la production, par exemple dans le *foenus nauticum* [prêt à la grosse], mais le cas était rare.

Ensuite, durant des siècles, le crédit confondu avec l'usure, condamnée par les doctrines morales et religieuses, a rétrogradé. Employé uniquement par les commerçants il fit partie intégrante de leur métier. Pourtant, peu à peu, il s'est vu attribuer un rôle à part par la force des choses. Au XVI^e siècle, le système mercantile s'est servi du crédit pour attirer l'argent étranger par l'appât de revenus intéressants. Une pratique opposée tendait à envoyer des capitaux à l'étranger afin de rapporter des intérêts. Lorsque cette politique [mercantile] fut plus avancée, l'importance du commerce fit voir l'importance du crédit et on s'intéressa à la distribution de ce dernier en cherchant le meilleur taux, afin d'assurer une bonne balance des contrats.

Pourtant, on ne voit apparaître le crédit indépendant qu'à une première étape de la spécialisation commerciale, au XVII^e siècle, lorsque se distinguent enfin nettement les uns des autres les banquiers, les commerçants et les transporteurs. Ce n'est que plus tard qu'a lieu la différenciation entre les banques d'émission et les banques de dépôts. Ceci est une application du principe de la division du travail sur lequel est actuellement édifié tout l'édifice bancaire anglais. Partout les banques ont subi avec un certain décalage les phénomènes d'intégration et de concentration auxquels ont été soumis le commerce et l'industrie. Comme exemple du premier, prenons les banques d'émission, du second, les grands établissements de crédit.

En France, la création de ces derniers se place dans la seconde moitié du XIX^e siècle : Comptoir National d'Escompte, Paris 1854, Crédit Lyonnais, Lyon 1863, Société Générale, Paris 1864.

Des phénomènes analogues se sont produits un peu plus tard

en Allemagne où nous voyons la clientèle affluer de plus en plus aux guichets des grands établissements de crédit et où les petites Sociétés de crédit agricole se concentrent, réunies dans un vaste mouvement fédératif.

Avec le temps et les grands progrès économiques, on s'est aperçu que le crédit à la production nécessitait des organismes spécialisés qui pourvoient à sa distribution. Soit inspirés par les Etats, soit organisés par l'initiative particulière, le crédit foncier, le crédit agricole se sont constitués. Les établissements bancaires ont gardé surtout l'apanage du crédit au commerce. Après la guerre, les besoins de la consommation accrus, les crédits industriels ont été à l'ordre du jour ainsi que le crédit au commerce extérieur complètement bouleversé de 1914 à 1918. De nos jours, dans n'importe quel pays, on regarde, on voit fonctionner à côté des grands établissements de crédit, des institutions de crédit spécialisé, créées selon les nécessités économiques, mais dont la collaboration dans le travail n'a pas encore été réalisée. C'est de ces derniers pionniers de l'œuvre économique que nous allons nous occuper dans le présent ouvrage.

La solution du problème économique par la spécialisation du crédit, à la production, a été proposée au XIX^e siècle, par Saint-Simon. En réalité, il y a toujours disproportion dans la propriété des capitaux et la satisfaction des nécessités financières de l'industrie était à l'époque laissée au hasard. Pour Saint Simon, cette disproportion résulte de la propriété héréditaire, agent de désordre, quant au mode de distribution des capitaux, il est inadéquat parce que les capitalistes ne font directement que du crédit réel et ne peuvent facilement juger des entreprises d'avenir méritant leur attention.

C'est aux banquiers servant d'intermédiaires entre les capita-

listes et les travailleurs de devenir les agents de l'ordre futur. La doctrine Saint-Simonienne pose les desiderata suivants :

— Centraliser toutes les banques générales en une banque unitaire et directrice qui domine les autres et qui puisse balancer avec justesse les divers besoins de crédit que l'industrie éprouve dans toutes les directions.

— Ensuite, spécialiser de plus en plus toutes les banques particulières de manière à ce que chacune d'elles soit affectée à la surveillance, à la direction, à la production d'un seul genre d'industrie. Saint-Simon conçoit une liaison hiérarchique de ces organes et la création d'un système de renseignements selon la même méthode.

L'origine des capitaux distribuables cadre avec les théories sociales de notre économiste : il combine l'organisation du crédit avec la suppression de l'héritage. C'est la Banque Centrale qui recevra les héritages, les inscrira et les distribuera. Elle sera dépositaire de tous les fonds et pourra s'en dessaisir à longue échéance. Ainsi, peu à peu, le crédit industriel va embrasser l'ensemble de la répartition et finira par absorber les finances publiques.

Cette conception de vaste envergure, grâce à l'élan enthousiaste à tendances sociales de l'époque, eut beaucoup de succès et nous retrouverons l'inspiration Saint-Simonienne dans les réalisations pratiques, en France avec les Frères Péreire, à l'étranger avec leurs disciples.

Nous ne considérons pas le crédit comme l'unique ressort économique, mais dans les groupements sociaux modernes l'inégale répartition des capitaux subvenant aux phénomènes de production, circulation, consommation, est cause en même temps du manque d'argent dans certaines entreprises au moment opportun et de l'inconstante rémunération du capital.

L'évolution naturelle du crédit est arrivée à une importante complexité dans les modes de distribution. Les grands établissements de crédit, les banques d'affaires et de dépôts alimentent de leur mieux le marché, mais ne peuvent suffire à tout, justement à cause du caractère général de leur organisation. Bien souvent, l'argent n'est en leur possession que pour un laps de temps très court et si elles l'employaient pour financer des entreprises à long terme, le remboursement aux clients deviendrait malaisé.

En général, le crédit de banque est accordé plus facilement aux intermédiaires, transporteurs et commerçants, que directement aux producteurs de matières premières. Ceci explique pourquoi le crédit ne se spécialise pas particulièrement dans les pays où la plupart des matières premières sont importées et où dominant les industries de transformation et de transport. Une grande institution de crédit ne peut faire toutes les opérations. Les risques sont accrus par une trop grande diversité, ainsi que les frais, et le crédit trop cher est inefficace.

Pour remédier à ces faits, le crédit est allé naturellement se spécialisant et, par là, la valeur de son concours s'accroît dans nombre de cas.

Nous appelons institution de crédit spécialisé, l'organe destiné à subvenir aux nécessités de crédit d'une branche quelconque de la production, de la circulation ou de la consommation.

Il y a deux catégories dans ce mode de distribution de crédit, selon qu'elle est pratiquée par une institution unique ou qu'elle est réalisée par l'activité concordante de plusieurs institutions économiques et dispositions légales ayant pour but de satisfaire les nécessités de crédit d'un même genre. Etant donnée la souplesse des institutions de la seconde catégorie, on serait tenté d'en préconiser le développement au détriment de la

première. Ce n'est pas toujours la meilleure; le procédé 5 est aléatoire et ne peut convenir qu'aux besoins d'une industrie généralisée.

La distribution du crédit spécialisé par une seule institution a du bon : il est facile de contrôler et de diriger un établissement qui concentre toutes les opérations à faire avec une même clientèle sur des garanties analogues et comportant des risques limités. Le crédit spécialisé semble d'ailleurs suivre un phénomène d'intégration, car presque partout les institutions disparates se concentrent et se rallient à un même centre de direction, phénomène illustré par l'exemple du crédit agricole en France.

Ressources : Les institutions de crédit spécialisé se procurent leurs capitaux de différentes manières. Il y a des sociétés par actions, des associations de crédit mutuel où le capital est apporté par les clients emprunteurs; d'autres émettent des obligations négociables sur le marché et nombre d'entre elles sont subventionnées par les Etats toujours intéressés à stimuler la production. D'habitude, les capitaux d'une même Société sont d'origine différente.

Des avances sont faites à une certaine catégorie de clients, mais le crédit n'est pas toujours octroyé de la même manière. Plusieurs sortes d'ouvertures de crédit peuvent être consenties selon la durée des crédits et le genre de garanties.

C'est d'après l'activité économique stimulée, d'après la clientèle habituelle et non pas par le genre des opérations pratiquées que sera déterminé le genre de l'institution. Certaines d'entre elles ouvrent strictement des crédits déterminés à la clientèle choisie, d'autres font à côté des opérations de banque ordinaire : comptes-courants, dépôts, change, etc., sans perdre pour cela rien de leur caractère spécialisé. Ce n'est que lorsque ces fonctions secondaires prennent le pas sur les opérations principales

qu'on détourne le but de l'institution. Il est dans l'intérêt de leur prospérité économique de s'en tenir aux opérations initiales prévues, une activité trop variée se liquidant à leur désavantage.

L'institution spécialisée poursuit directement la réalisation de quelques buts :

Elle doit distribuer particulièrement du crédit à une branche d'activité économique bien déterminée pour laquelle elle servira d'intermédiaire entre les capitalistes prêteurs et l'entreprise ou les particuliers emprunteurs. Le genre de production stimulé sera suffisamment important pour permettre à l'institution de déployer une activité digne d'intérêt et rémunératrice, mais nettement spécialisé, afin que des opérations trop diverses n'embarassent pas inutilement de leurs frais la Société et ne renchérissent pas le crédit.

L'institution doit offrir à sa clientèle la certitude que le crédit lui sera compté au taux le plus avantageux sur le marché.

Dans ce but, elle cherchera à canaliser vers ces placements des capitaux disponibles dont elle spécialisera l'emploi selon l'origine. Ceci semble difficile, mais il est préférable de distribuer des capitaux empruntés dans le but même, plutôt que de risquer ruines et crises. L'institution fera des prêts à long terme avec les sommes collectionnées par l'emprunt avec émission d'obligations; des prêts à moyen terme avec les subventions de l'Etat, des Caisses d'Epargne et emploiera les dépôts et autres sommes à courte échéance pour l'escompte et le crédit à court terme en général. La constitution d'un fonds de réserve est indispensable pour doubler les garanties des engagements. Ainsi organisée, l'institution prêtera un concours efficace dans la vie économique et pourra entrer dans le cadre d'un système général de crédit spécialisé.

En partant du fait que nous ne traitons pas le crédit comme

unique ressort économique et que son étude ne nous intéresse qu'en tant qu'elle contribue à la connaissance de l'évolution économique générale, il est clair que nous lui accordons une place nettement déterminée dans l'organisation économique universelle.

La spécialisation du crédit trouve ses limites dans la structure normale de l'organisme économique. Elle suppose déjà une large production, de nombreux capitaux mobiliers amassés et des conditions juridiques suffisamment souples pour permettre les combinaisons nécessaires. La spécialisation a suivi l'essor économique du siècle dernier, mais n'a pas encore atteint la place qu'elle doit occuper et où elle jouera un rôle fait pour augmenter le bien-être économique.

Nous tâcherons d'envisager quelle pourrait être l'influence économique de la systématisation du crédit spécialisé sur la circulation monétaire, celle des capitaux, sur les prix et leurs variations cycliques.

Lorsqu'on envisage l'œuvre d'une série d'institutions de crédit spécialisé, on ne peut les considérer travaillant autrement qu'en collaboration. Celle-ci devrait se faire dans un centre créé exprès où tous les membres délégués des différentes institutions se communiqueraient leurs informations et directives réciproquement. Ainsi, les nécessités du marché financier seraient vite connues et la politique des crédits plus facile à mener. D'une part, on pourra influencer de près la circulation des capitaux, d'après les sommes accordées et, d'autre part, grâce à la domination sur la production, atteindre indirectement les prix et la circulation monétaire.

Les crédits spécialisés, travaillant de commun accord, pourraient peut-être même atténuer les variations cycliques en activant la production avant la hausse des prix et en favorisant

l'écoulement des stocks si les prix menacent une forte baisse.

Les institutions spécialisées seraient les actives collaboratrices de la banque d'émission qui s'en servirait pour le contrôle du marché.

Cette organisation systématique doit certainement être surveillée par l'Etat qui, d'ailleurs, subventionne de nombreuses entreprises de ce genre. La mesure dans laquelle ce contrôle ne nuit pas aux institutions en les entravant, est une question de fait qui doit être pesée au moment des réalisations.

Avant nous, des économistes ont émis des desiderata dans la même voie : M. Germain Martin (1) soutient la thèse de la collaboration des organismes spécialisés, qui comprend la collaboration des Banques régionales spécialisées dans les crédits aux productions locales avec les grands établissements de crédit. Il propose, comme moyen efficace de réalisation en France, la collaboration de la Société des Banques de Province et de Centres d'action économique installés à Paris, ayant pour but d'étudier les possibilités de création d'industries nouvelles et les moyens d'expansion extérieure toujours par catégories spécialisées.

On a apporté maintes critiques à ce principe : en général, on trouve que le caractère uniforme des risques les accroît, puis que la diversité des institutions autonomes provoquera un manque d'unité dans l'action.

Ces critiques peuvent être facilement réfutées. Les risques ne sont pas accrus, car l'institution spécialisée est bien à même de connaître à fond sa clientèle, ce qui la compensera de l'unilatéralité des risques. Quant au manque d'unité dans l'action, il aura son contrepoids dans l'intérêt de chaque institution à être

(1) Dans « Problèmes actuels du Crédit ».

solidaire avec les autres afin de recevoir, en échange des services rendus, les renseignements et moyens d'action nécessaires à son activité. Il restera quand même assez de concurrence pour stimuler l'intérêt particulier au profit de la prospérité générale.

L'étude de la spécialisation du crédit dans les institutions déjà existantes, révèle que la distribution du crédit est actuellement préparée à s'engager résolument dans la voie moderne de la spécialisation.

Les principaux procédés d'octroi de crédit, créés au fur et à mesure des nécessités pratiques, s'adaptent plus ou moins bien aux divers besoins de capitaux de la Production, de la Circulation et de la Consommation, selon que le crédit réclamé est à long, moyen ou court terme, selon que les garanties possibles sont réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières.

Les institutions de crédit spécialisé pourraient être classées d'après la nature des opérations de crédit pratiquées, mais en réalité elles ne s'en tiennent pas à un ou deux procédés de distribution de crédit. Elles emploient tous ceux qui conviennent le mieux au genre économique rétribué. Aussi notre critérium ne sera-t-il pas théorique, mais pratique.

Le crédit à la <i>Production</i> sera représenté par :	{	Le Crédit Foncier,
		Le Crédit Agricole.
		Le Crédit Industriel.
		Le Crédit Maritime.
		Le Crédit Hôtelier.
Le crédit à la <i>Circulation</i> :	{	Le Crédit au commerce proprement dit.
		Le Crédit au commerce extérieur.
Le Crédit à la <i>Consommation</i> :	{	Le crédit aux particuliers.
		Le crédit aux coopératives de consommation.

Ce sera dans cet ordre que nous allons décrire le fonctionnement de quelques institutions de crédit spécialisé pour indiquer le mouvement général de spécialisation du crédit, dont la coordination nous semble utile dans l'état économique actuel.

— 18 —

LES REALISATIONS

CHAPITRE I

Le Crédit Foncier

On appelle Crédits Fonciers les institutions de crédit qui prêtent sur hypothèque au moyen de fonds procurés par souscription d'actions ou émission de titres négociables sur le marché. Les prêts sont faits pour rendre service à la propriété foncière et selon qu'on envisage la mise en valeur d'un fonds rural ou le développement de constructions urbaines, on aura à faire au crédit foncier rural ou au crédit foncier urbain.

Les établissements de crédit foncier peuvent être organisés sous forme d'association d'emprunteurs ou d'association de prêteurs (1).

Dans le premier cas, il y a Société civile, dans le second, Société commerciale et dans un troisième cas, hybride, [asso-

(1) Les associations d'emprunteurs sont le type des Sociétés de Crédit foncier allemandes; les associations de prêteurs le type des Sociétés françaises. C'est en Belgique qu'on s'est efforcé au début du siècle dernier de créer et de multiplier les Sociétés du second type avec le concours des grandes institutions de crédit et de l'Etat. On peut citer parmi les plus intéressantes tentatives la Banque foncière créée en 1835, entrée en liquidation en 1843 et deux institutions encore existantes : La Caisse des Propriétaires, et la Caisse hypothécaire devenue, en 1886, le Crédit Foncier de Belgique.

ciation d'emprunteurs ayant recours à des capitalistes] la Société est encore civile parce que les capitalistes n'y sont introduits que subsidiairement.

Pour l'existence prospère de ces institutions, il faut que les titres représentent une garantie sérieuse, que leur valeur, la valeur de la dette représentée, soit nettement déterminée et qu'ils revêtent une forme adéquate à la circulation.

La première spécialisation du crédit qui marque vraiment une étape importante dans l'histoire des faits économiques fut l'organisation, depuis la fin du XVII^e siècle et pendant tout le XIX^e, des institutions de crédit foncier. Il y a donc des raisons historiques pour étudier en premier lieu le crédit foncier. Mais on le classe en tête des autres institutions de crédit spécialisé parce que c'est le crédit qui sert nettement à la production, à la mise en valeur de l'élément le plus caractéristique du patrimoine, nous voulons dire la propriété immobilière.

L'organisation de la production commence partout par le concours procuré à celui qui possède déjà des éléments qu'il pourra exploiter et qui lui fourniront de solides garanties.

Le développement du crédit foncier est délimité par les régimes sociaux et juridiques du pays et de l'époque envisagée.

L'intérêt général que vise le crédit foncier est l'augmentation des sources de bien-être d'un pays par l'apport à une certaine catégorie de la population d'emprunts à taux favorables.

Il relève le crédit en substituant à la responsabilité individuelle la garantie collective d'une Société engagée par contrat hypothécaire; il dégrève la propriété foncière de dettes écrasantes en leur substituant des engagements insensiblement amortissables; il assouplit les prêts hypothécaires et excite la

circulation des capitaux en jouant le rôle d'intermédiaire, mobilisant les créances hypothécaires par la forme des emprunts consentis en titres négociables et, enfin, il assure les capitalistes contre les difficultés de la réalisation des gages par les privilèges juridiques qui lui sont accordés. Les avantages sont sensibles du point de vue général tout autant que du point de vue de chaque partie : les emprunteurs trouvent des capitaux sans l'intervention de tiers, on leur évite des demandes imprévues de remboursement, on leur donne le moyen de se libérer par petits versements en leur inspirant un esprit d'ordre et on élève la valeur de leurs biens fonciers. Les prêteurs trouvent un placement sûr, un service exact d'intérêts, ils sont dispensés d'une surveillance difficile à réaliser, se prévalent d'une procédure simplifiée et économisent les frais de courtage.

Ces avantages sont les mêmes partout, mais comme le crédit foncier tire en grande partie sa solidité et son développement des possibilités sociales et juridiques, les établissements de crédit foncier vont varier selon le régime des obligations et celui de la propriété de chaque pays.

Nous allons voir comment se présentent les principaux régimes juridiques européens : français, allemand, anglais, quant aux garanties hypothécaires et à la réalisation des prêts ainsi garantis; nous décrirons ensuite les instituts de crédit foncier de ces pays, les autres n'étant que des variations des premiers.

En France, il existe une seule garantie foncière sans dessaisissement du débiteur : l'hypothèque (1). La législation française des hypothèques est compliquée et difficile à cause des nombreuses formalités qui alourdissent la constitution, la conservation et la réalisation des hypothèques; elle est encombrée par les hypothèques légales de la femme mariée, du mineur et de l'interdit,

(1) L'antichrèse implique dessaisissement du gage.

grevant d'une manière occulte beaucoup d'immeubles. Aussi, le législateur a-t-il prévu des dérogations au droit commun et le crédit foncier jouit de nombreux avantages destinés à assurer le paiement exact des annuités, l'autorisant à purger les hypothèques légales et lui facilitant la procédure en cas de vente forcée.

Afin que le crédit foncier touche régulièrement ses intérêts et qu'il puisse faire face aux engagements, le législateur a prévu :

1° Que les juges ne peuvent accorder aucun délai de grâce pour le paiement des annuités ;

2° Aucune opposition d'un créancier de la Société ou d'un débiteur ne peut arrêter le paiement ;

3° L'anatocisme est admis : les annuités non payées à l'échéance produisent intérêt de plein droit ;

4° En cas de retard du débiteur et 15 jours après une mise en demeure, la Société du crédit foncier peut, en vertu d'une ordonnance du Président du Tribunal de première instance, se mettre en possession des immeubles hypothéqués aux frais et risques du débiteur en retard. Pendant la durée du séquestre la Société jouit des revenus et récoltes ;

5° La procédure de saisie immobilière est abrégée lorsque cette saisie est effectuée à la requête du crédit foncier ; ceci rend inefficaces les indulgences de la loi envers les débiteurs lorsqu'ils ont affaire au crédit foncier ;

6° En principe, la purge est réservée aux acquéreurs et non pas aux crédateurs, mais le crédit foncier qui, en règle générale, ne doit prêter que sur première hypothèque, jouit du privilège de pouvoir purger les hypothèques légales si celles-ci n'ont pas été inscrites dans un délai de 15 jours entre les délais de distance à partir de la signification de l'acte constitutif d'hypothèque contenant cet avertissement aux crédateurs hypothécaires connus. Si les crédateurs hypothécaires légaux ne sont pas connus, un

extrait de l'acte constitutif est notifié au procureur de la République et inséré dans les journaux; le délai d'inscription est, dans ce cas, de 40 jours.

Les effets de cette purge facultative sont relatifs au crédit foncier. Les créanciers hypothécaires légaux conservent leur rang s'ils s'inscrivent à temps et ont les mêmes privilèges qu'auparavant quant aux créanciers autres que le crédit foncier.

En France, étant donné le régime de la propriété foncière morcelée, l'existence d'une seule sorte de dette foncière, le prêt hypothécaire, et le caractère compliqué de l'hypothèque en droit commun, le crédit foncier fut organisé plus tard qu'ailleurs sous forme de Société de prêteurs et s'est développé dans le sens des prêts hypothécaires consentis en majorité sur immeubles urbains (1), sous un régime légal différent du droit commun.

En Allemagne, le régime économique de la propriété et le régime juridique des dettes foncières marque des dissemblances profondes avec le régime français. Le crédit foncier y a sa patrie et le réseau de ses opérations est très vaste.

La caractéristique de l'organisation allemande de la propriété se trouve dans l'excellent système de la publicité des droits réels. Tous les immeubles sont numérotés et leur histoire juridique est contenue dans le Grundbuch ou Livre foncier. Grâce à cette personnalisation, à la détermination très nette des biens, l'institution de l'hypothèque est très solide. En droit allemand, l'hypothèque a un caractère indépendant de la dette personnelle du débiteur, contrairement au droit français où elle n'est qu'un accessoire de cette dernière. Ce trait est dû à la constitution de la dette foncière réalisée par le propriétaire qui se dessaisit d'un bon foncier, « Grundschedbrief », élibéré par le bureau du Livre foncier. La purge n'existe pas.

(1) [80 %].

L'évolution sociale de ce pays dont les propriétaires nécessitant du crédit se trouvaient être possesseurs de grands domaines et facilement en relation les uns avec les autres, apporta une tournure particulière à l'organisation du crédit foncier. En Allemagne, les Sociétés de crédit foncier sont très nombreuses, elles ont la forme d'associations d'emprunteurs [la mutualité est plus facile parmi les membres d'une même classe sociale] et se sont spécialisées très tôt grâce aux avantages juridiques. Largement encouragées, elles se développèrent tellement que la dette foncière menaça d'un grand fardeau la propriété rurale.

En Angleterre, la situation est toute autre; l'hypothèque n'existe pas, il y a un droit réel, le mortgage, qui se relie à la notion primitive de la fiducie : le débiteur cède à son créancier le gage et celui-ci le lui rend si la dette est payée à l'échéance. Les Cours d'Equité ont introduit l'« equity of redemption » pour distinguer le mortgage de la vente à réméré. Il nous semble que ce qui caractérise le mortgage, c'est l'unité de l'engagement qui épuise toute la puissance de garantie de l'objet. Avec une telle évolution juridique, nous ne serons pas du tout étonnés de voir que le crédit foncier rural vient à peine d'être proposé à la réalisation par le vote d'une loi en 1928.

Les Sociétés de Crédit Foncier en France

La première Société de ce genre fut fondée en l'an VII; il y eut encore plusieurs banques immobilières créées par la suite, mais toutes ces institutions d'initiative particulière sombrèrent. Ce n'est qu'en 1852 qu'un décret du Président de la République admit que des Sociétés pourraient se constituer avec l'autorisation du Gouvernement pour la pratique des opérations de crédit foncier. Les premières Sociétés ont été la Banque Foncière de Paris et les Sociétés de Crédit Foncier de Marseille et

de Nevers. En peu de temps, la Banque Foncière de Paris absorba les deux autres.

Le Crédit Foncier de France est une Société anonyme par actions, au capital social de 300 millions de francs, représenté par 600.000 actions de 500 francs chaque, titres nominatifs ou au porteur. La Société est administrée par : l'assemblée générale des actionnaires, un Conseil d'administration, en partie nommé, en partie élu. A la tête du pouvoir exécutif se trouve le Gouverneur [présidant l'assemblée générale] et deux sous-gouverneurs. Un Comité de trois censeurs veille à la stricte exécution des Statuts.

Les ressources : Les ressources du Crédit Foncier comprennent : le fonds social, dont la représentation d'un quart en valeurs nationales, d'un autre en prêts aux colonies et du reste en prêts hypothécaires ou communaux, est obligatoire d'après les Statuts. D'autres ressources sont ménagées par l'émission d'obligations foncières garanties par le fonds social, remboursables par voie de tirage au sort ou par amortissement.

Le capital réalisé par l'émission d'obligations ne peut dépasser le montant des prêts hypothécaires consentis par la Société. Le taux de l'intérêt, le mode et l'époque du paiement sont déterminés par le Conseil d'administration. Le capital ainsi réuni n'a pas une exigibilité fixe, le remboursement des obligations ayant lieu par voie de tirage au sort.

Un troisième fonds, le fonds de réserve obligatoire, constitué par des prélèvements sur les bénéfices, est destiné à parer aux événements imprévus. Ces ressources sont complétées par les dépôts particuliers avec ou sans intérêt.

Le Crédit Foncier est autorisé à faire les opérations suivantes :

1° A prêter sur hypothèques aux propriétaires d'immeubles

des sommes remboursables à long terme par annuités et à court terme avec ou sans amortissement.

2° A créer et négocier des obligations foncières.

3° A faire des opérations d'achat, de vente, de report, d'avances, sur ces obligations, ainsi que sur les titres admis comme garantie d'avances par la Banque de France.

4° A recevoir des capitaux en dépôt.

Ces dispositions sont contenues dans les statuts.

En outre, le Crédit Foncier peut, d'après différentes lois, faire au lieu de l'Etat des prêts pour travaux de drainage, consentir des emprunts en Algérie, faire l'escompte des billets du Sous-Comptoir des Entrepreneurs, prêter avec ou sans hypothèque, aux Départements, aux Communes et Associations syndicales, en émettant en échange des obligations.

Conditions des prêts : Les prêts du Crédit Foncier sont tous soumis à des conditions conformes aux principes de l'institution. Le Crédit Foncier ne prête que sur première hypothèque, le taux des prêts ne peut excéder la moitié de la valeur de l'immeuble garanti; le bien est engagé d'une manière permanente dans son existence même; on doit assurer l'immeuble, puis engager l'assurance; le bien étant engagé d'une manière permanente et dans sa productivité, celle-ci doit présenter un caractère de continuité.

Les débiteurs de la Société doivent payer les annuités comprenant l'intérêt et, s'il y a lieu, l'amortissement chaque semestre, sous peine de voir toute la dette exigible après un mois de la mise en demeure, s'ils ont manqué le paiement à l'échéance. Ils ont la possibilité de rembourser leur dette à long terme.

Quant aux créanciers de la Société, ce sont : 1° Les clients qui y ont fait des dépôts; 2° les possesseurs d'obligations en

vue d'effectuer des opérations de drainage; 3° des porteurs d'obligations départementales et communales; 4° les possesseurs d'obligations correspondant aux prêts hypothécaires [les plus importants].

Les emplois des ressources du Crédit Foncier se répartissent ainsi dans le dernier compte rendu de l'Assemblée générale pour l'exercice 1927 :

Depuis son origine, le Crédit Foncier a réalisé la somme de 231.142 prêts hypothécaires d'une valeur de 8 milliards 456.154.688 fr. 44, dont la moitié en valeur et le tiers en nombre sont à très long terme : 4.204.806.169 de 60 à 75 ans.

Les prêts sont partagés selon la nature des immeubles, comme suit :

Propriété urbaine	171.231	prêts en valeur de Frs.	6.818.869.513,69
Propriété rurale	59.570	» » » »	1.617.177.974,75
Propriété mixte	341	» » » »	20.107.200, »
	<u>231.142</u>	»	<u>8.456.154.688,44</u>

Le taux de l'intérêt a baissé pendant les premiers mois de 1928 à 8,30 % pour les prêts communaux et à 8,60 % pour les prêts hypothécaires.

L'organisation du Crédit Foncier en Allemagne

Le Crédit Foncier est distribué en Allemagne par de nombreuses institutions desservant chacune un genre particulier de dettes foncières. Nous étudierons successivement les « Landschaften », distributrices de crédit à la grande propriété, les banques immobilières s'occupant surtout du crédit foncier urbain, les « Landeskredit-Kassen », spécialisées dans le crédit foncier rural et les « Landeskultur-Rentenbanken » destinées à fournir le crédit nécessaire à l'amélioration des propriétés.

Les premières « Landscharten » se sont organisées dans la seconde moitié du XVIII^e siècle en Silésie en 1769, dans les Deux-Marches en 1777, en Poméranie en 1780 et en Prusse Oriental [siégeant à Königsberg] en 1788. A la suite de la guerre de 7 ans, la propriété foncière se trouvait dans une grande détresse et c'est à la nécessité de relever le crédit, en substituant à la responsabilité individuelle la garantie collective d'une Société de propriétaires engagés par contrat hypothécaire, que sont dues les Landschaften. Le Grand Frédéric lui-même contribua de beaucoup à leur organisation, en forçant les grands propriétaires qui ne voulaient pas y entrer. La Landschaft est une association solidaire de grands propriétaires empruntant collectivement sur gages immobiliers et prêtant individuellement à chacun de ses membres.

L'administration est assurée par des membres de la Société.

Pendant longtemps, les premières Landschaften ont joui de nombreux privilèges : moyens de contrainte rapide pour faire rentrer les intérêts des obligations et les fonds prêtés; droit de se charger de l'administration des biens engagés restés en souffrance et de les vendre, etc.

Les opérations accomplies par les Landschaften sont des prêts hypothécaires qui atteignent tout au plus les $\frac{2}{3}$ de la valeur de l'immeuble hypothéqué. Les prêts sont consentis sous forme de cession d'obligations hypothécaires, lettres de gage [Pfandbriefe] souscrites par la direction et cédées à l'emprunteur contre un gage immobilier. Les porteurs ne peuvent les dénoncer [en exiger le remboursement], contrairement à l'association qui en a le droit n'importe quand si leur valeur s'élève à 102 %. Les obligations remboursables sont réparties par le tirage au sort entre les biens engagés. L'amortissement n'était pas obligatoire au début, il l'est devenu ensuite.

Les ressources réparties en fonds propres et fonds de roulement, comprennent :

1° La dotation de la Landschaft, les économies réalisées, les bénéfices, le tout servant de garantie ;

2° Les fonds de roulement fournis par les porteurs d'obligations et employés en prêts.

La différence entre les intérêts reçus et ceux payés couvrent les frais d'administration.

Parfois on a vu de bons résultats produits par la collaboration d'une Landschaft avec une « Darlehens-Kasse » [sorte de banque-adjointe] fondée par elle. Tel est le cas de la Caisse de Koenigsberg.

Les Banques immobilières sont des Sociétés de crédit foncier par actions, mais leur capital propre ne leur sert que de garantie. Elles sont soumises au règlement du 7 juillet 1893. Leurs opérations sont limitées à l'émission d'obligations, aux transactions y relatives, au placement des fonds inoccupés, à l'acceptation de dépôts et, enfin, à la réalisation de prêts fonciers en majorité urbains ; le commerce des immeubles leur est interdit. Les prêts à taux limité, garantis sur première hypothèque, sont presque toujours amortissables.

Les « Landeskredit-Kassen » desservant le crédit foncier rural, sont des caisses de crédit territorial, personnes de droit public. Pour pénétrer dans les campagnes, elles se servent des municipalités et des organes de perception de l'Etat. Elles font comme opérations de crédit réel en vue d'accroître les domaines et de les dégrever de dettes anciennes ainsi que pour les améliorer, des prêts à long et moyen terme et des opérations de banque de moindre envergure. Dans les premiers temps, les prêts étaient tous dénonçables, mais l'évolution se dessina dans le sens de la non-dénonçabilité comme règle et de la dénonça-

bilité comme exception. L'amortissement est obligatoire et se fait par acomptes fixes ou par annuités.

Les ressources sont constituées par le capital propre, fonds de réserve servant de garantie peu usité en matière de prêts et par le capital venant du public comprenant les dépôts simples et les dépôts d'épargne employés aux opérations bancaires, par les emprunts par obligations et enfin par d'importantes subventions étatiques, sous forme de dotations perpétuelles, subventions périodiques et attributions provenant d'autres établissements d'utilité publique. En principe, le taux de l'intérêt est égal pour tous les capitaux empruntés par l'institution et un peu plus élevé pour les prêts consentis, mais toujours fixe.

Le crédit foncier d'amélioration du sol est distribué par les « Landeskultur-Rentenbanken », créées depuis 1861.

Le crédit pour acquisition de propriété est accordé par les « Rentenbanken », créés vers 1850, disparues puis rétablies en 1891 par la Prusse, institutions qui se procurent des capitaux par émission de lettres de gage et qui ont abouti à la création de propriétés moyennes.

Une telle organisation du crédit foncier enserrait du réseau de ses obligations toute l'Allemagne et le volume des dettes pesait lourd sur la propriété foncière. En 1906, la somme totale des « Pfandbriefe » en circulation était d'une valeur de 586.385.475 marks. En 1914, la dette foncière rurale était de 14,7 milliards de marks. L'inflation monétaire réduisit les engagements mais anéantit aussi les fonds de roulement.

Les emprunts à l'étranger contractés par les anciennes organisations et par un nouvel établissement la « Rentenbank-Kreditanstalt » aidèrent à revaloriser les charges anciennes et la propriété allemande est de nouveau chargée de dettes. A partir de 1924, se sont les banques hypothécaires qui ont joué le rôle

principal. Elles avaient émis, jusqu'au 30 mai 1926, pour R. Mk. 1.120.600.000 de lettres de gage et pour R. Mk. 144.000.000 d'obligations.

Le crédit foncier rural en Angleterre

En Angleterre, on a voté, en 1928, une loi qui organise le crédit agricole par le crédit foncier rural.

On prévoit la constitution d'une Compagnie de crédit qui se procurera des fonds par souscription d'obligations et subventions d'Etat. Le Ministère de l'Agriculture fera des avances sans intérêt pendant 60 ans et contribuera avec 10.000 £ pendant 10 ans aux frais d'administration de la Société.

Le Trésor pourra faciliter la souscription des obligations et en souscrira lui-même une partie avec des sommes prélevées sur les Consolidés.

Les caractères des prêts seront déterminés par l'acte constitutif; leur taux ne dépassera pas les 2/3 de la valeur de l'immeuble qui garantit l'obligation par mortgage et ils s'amortiront par tranches annuelles ou semestrielles dans une période maximum de 60 ans.

L'Etat aura un double contrôle sur la Société : le Gouvernement doit approuver l'acte constitutif et les Statuts qui ne peuvent être modifiés sans son consentement tant que ses avances ne sont pas complètement remboursées. Le bilan et le compte profits et pertes seront contrôlés par l'Etat qui participera à l'administration de la Société.

CHAPITRE II

LE CREDIT AGRICOLE

De nos jours, l'agriculture n'est plus considérée l'unique branche productive comme au temps des physiocrates, mais la production agricole intéresse beaucoup et son organisation laissant à désirer, on s'ingénie partout à l'améliorer. Etant donné l'état de la propriété assez morcelée dans le monde moderne, les cultivateurs sont de petits propriétaires vivant du produit de leurs champs et pâturages, une existence rendue plus difficile par le revenu instable, de leur métier, revenu souvent au-dessous de la valeur des récoltes cédées à bas prix selon les nécessités du moment. Par ailleurs, l'économie nationale d'un pays attentif au développement des possibilités de production trouve un intérêt profond à s'occuper de l'essor de l'agriculture en général.

Pour les uns, moyen de gagner leur vie, pour d'autres, but à atteindre en vue de la prospérité économique et générale, l'organisation de l'agriculture intéresse, de nombreuses classes sociales.

Le crédit agricole procure aux producteurs de cette branche les sommes nécessaires à l'installation, à l'entretien et au renouvellement de leur industrie.

Certes, l'endettement exagéré de l'agriculture est un danger et on est allé parfois à lui attribuer des effets tout à fait graves. A la fin du siècle dernier, on considérait la crise agricole subie par l'Allemagne comme le résultat de l'obération exa-

gérée de l'agriculture. Accusation excessive; l'agriculture a besoin plus qu'autre chose de crédit. Personne ne peut produire tout ce qui lui est nécessaire. Dans le meilleur cas, le producteur agricole emploiera les sommes encaissées sur sa récolte à l'achat d'autres denrées et aura recours au crédit pour continuer la production. C'est une hypothèse des plus favorables, nous verrons plus loin que la vie leur est autrement dure.

Nous allons voir dans quelles circonstances l'agriculture nécessite des crédits, quels sont les principes à suivre pour les lui accorder et comment les a-t-on réalisés.

L'agriculture a besoin de fonds empruntés :

1° Pour former des propriétés agricoles [crédit nécessaire surtout après de grands bouleversements sociaux, guerres, réformes],

2° Pour améliorer les exploitations déjà en train, afin de relever la production et, enfin,

3° Pour entretenir le fonctionnement des mêmes exploitations. Ce crédit est le plus intéressant, parce que le plus fréquent. En effet, on rencontre proportionnellement moins d'amateurs à installer une nouvelle propriété, à changer complètement l'ancienne manière de produire, que de gens intéressés à être déchargés du souci des dépenses courantes de production et à réaliser un bénéfice mérité en vendant la récolte au moment propice.

Les dépenses courantes de l'agriculteur sont occasionnées par les réparations saisonnières, les provisions pour le bétail, l'outillage saisonnier et l'achat de semences.

Suivant que le crédit est destiné à remplir l'une des trois principales destinations, il sera accordé à long, moyen ou court terme sur des garanties différentes.

Le crédit à long terme sera le plus souvent du crédit réel;

on le réalisera par des avances en numéraire pendant une durée pouvant aller jusqu'à 30 ans.

Le crédit à moyen terme d'une durée de 1, 10 ans, se fera aussi par des avances sur gage, parfois seulement sur caution personnelle.

Le crédit à court terme, d'habitude crédit personnel, se fait quelquefois par le warrantage des produits agricoles et par l'es-compte du papier agricole en général.

Dans la majorité des cas, l'emprunteur souscrit un simple billet à la caisse qui lui avance une somme; le délai moyen est de 3 mois, mais les billets sont renouvelables si l'opération, en vue de laquelle le crédit est sollicité, se prolonge.

Les capitaux peuvent être d'origine différente : ils sont fournis soit par des capitalistes constitués en société, soit par le fonds social des associations mutuelles, soit par subvention de l'Etat. Ces diverses sources se sont réunies pour prêter une aide efficace à la production agricole, dont le crédit n'est pas organisé de la même manière dans tous les pays.

L'agriculture étant pratiquée de différentes manières, le crédit sera distribué parfois par une institution centrale unique, réunissant sous ses ordres toutes les autres caisses intérieures, jouissant de mesures légales et de l'activité des institutions économiques concourant au même but.

Le crédit agricole en France

Il y a longtemps qu'on a cherché la solution de ce problème en France. M. Camille Bloch, dans un Mémoire lu au Congrès des Sociétés Savantes, le 8 juin 1900, cite un document des Archives Nationales, intitulé : « Examen du projet de l'établissement d'une caisse pour prêter aux cultivateurs d'Orléans sur le dépôt de leur vin dans un magasin public ». Ce projet du début du

xviii^e siècle, se compose d'une première partie relative au vin et d'une seconde relative au blé. Voici le plan soumis au Contrôleur général des Finances : En premier lieu, il y aura formation d'une Société de crédit, dans laquelle des capitalistes associeraient des fonds productifs d'un certain intérêt légal, destiné à des prêts consentis à certains producteurs.

Les avances seraient faites par le centre à des producteurs de la même catégorie, en l'espèce des vigneron, qui engageraient en échange leur récolte déposée dans des magasins construits par l'association qui se charge des soins habituels et de la vente des produits dans l'ordre de leur déposition. Le taux des avances devra être calculé pour compenser : 1^o l'intérêt de 5 % des fonds engagés et 2^o les frais d'entretien des produits engagés, frais s'élevant à 3 livres 8 sols par pièce. Le projet ne parle pas d'amortissement, mais il est probable que l'association devait se rembourser au moment des ventes.

Il est curieux de voir que le fonctionnaire chargé d'examiner ce projet n'élève aucune critique pour l'idée, pour le fonds et le trouve même très acceptable.

Il en est autrement pour la deuxième partie : Une organisation de crédit y était prévue pour les céréales, mais elle n'a pas du tout le même accueil. On en trouve la réalisation impossible. C'est que jusqu'au début du xix^e siècle, en France, il était difficile de concevoir honnêtement une agglomération de céréales dans n'importe quel but. L'opinion publique flétrissait l'accaparement de grains et il y avait une rigoureuse législation pour l'achat des céréales en dehors des lieux publics désignés. Ce projet n'eut aucune suite.

Au début du xix^e siècle, le petit producteur agricole intéresse moins, car dans les régions rurales de la France le petit propriétaire trouve toujours moyen d'écouler ses produits dont la de-

mande se décuplait à cause de la diminution du nombre de producteurs agricoles et de l'accroissement de la population ouvrière dans les grandes villes.

Au début de la seconde moitié du siècle, l'agriculture pouvait obtenir des crédits, soit à long terme par des avances du crédit foncier, soit à court terme par des crédits dans les banques locales, mais ce crédit de fait n'était pas du crédit agricole ; on mettait au service de l'agriculture des institutions déjà existantes et peu adaptables à ses multiples et diverses demandes.

La production ne donnant pas tout ce que l'on en attendait, on s'intéressa de plus près à fournir des capitaux à l'agriculture.

Une loi du 18 juillet 1860, fonda la Société du Crédit agricole à Paris. Cette Société avait pour but de prêter des capitaux à l'agriculture et aux industries s'y rattachant, en faisant l'escompte du papier agricole. L'entreprise ne réussit pas ; la Banque était située à Paris, loin des intérêts et des cultivateurs. En pénurie d'affaires, la Société employa ses capitaux dans d'autres buts peu heureux et sombra 16 ans après ; sa liquidation fut faite avec le concours du Crédit foncier de France.

Pendant ce temps, les nécessités aiguës des petits cultivateurs avaient eu pour résultat de créer de petites associations locales de crédit mutuel agricole, selon le type des caisses de prêts Raiffeisen, dont nous parlerons plus loin en détail. Nous allons voir maintenant comment le crédit agricole s'organise spontanément, peu à peu sanctionné par le législateur, l'affaiblissement des banques locales aidant.

La loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés, sanctionne ces caisses agricoles. Grâce à elle, les caisses rurales, Sociétés en nom collectif à capital variable, sont des institutions légales soumises au titre VI de la loi,

Le mouvement spontané des populations agricoles continuait

toujours et organisait les Syndicats agricoles aidant leurs membres à acheter l'outillage, à écouler leurs produits en dehors des attributions caractéristiques des Syndicats professionnels.

Afin de favoriser et sanctionner ces opérations, une loi du 5 novembre 1894 préconise la formation de nouveaux types de Sociétés de crédit agricole. Composées par des membres de Syndicats, elles ont pour objet de faciliter et garantir les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les Syndicats. Leurs ressources sont le capital social constitué au moyen de parts et les fonds de réserve amassés par prélèvement du $\frac{3}{4}$ des bénéfices. En cas de silence des Statuts, les membres sont tenus solidairement pour les engagements de l'association. Les associations à responsabilité solidaire sont autorisées parfois à se passer de capital social. Pour se couvrir des frais, la Société peut exiger une Commission sur les opérations effectuées.

Malgré leur caractère commercial, ces Sociétés sont exemptes de la patente et leurs titres ne supportent pas l'impôt sur les valeurs mobilières.

Les ressources de ces caisses étaient assez faibles : les petits agriculteurs ne pouvaient pas beaucoup souscrire et ne présentaient point confiance aux capitalistes. L'Etat, par une loi du 17 novembre 1897, renouvelle le privilège d'émission de la Banque de France avec la condition qu'elle versera en échange une redevance proportionnelle au chiffre d'affaires et une avance de 40 millions sans intérêts remboursable à la fin du privilège, toutes ces sommes devant être consacrées au crédit agricole. Ces ressources devaient être distribuées par les organes déjà existants et par d'autres de création nouvelle.

Les groupements locaux sanctionnés par les lois déjà mentionnées, constituent des caisses régionales dotées des fonds suivants :

- Capitaux versés en espèces ;
- Avances provenant des fonds de l'Etat ;
- Emission de bons de caisse gagés par le portefeuille [cette dernière opération ne semble pas avoir beaucoup d'avenir] .

Les caisses régionales servent d'intermédiaire entre les Sociétés de crédit agricole et l'Etat. En réalité, les caisses locales sont des comptoirs d'escompte et de prêts et les caisses régionales de banques de ré-escompte. Cette organisation eut beaucoup de succès et avant la guerre, en 1912, on comptait déjà 98 caisses régionales, auxquelles s'étaient affiliées 4.204 caisses locales.

Jusqu'ici, les lois citées ne visaient que le crédit à court terme, celui qui réclamait des mesures d'urgence. Le crédit à long et moyen terme s'était fait jour, mais on ne l'avait pas encore relié à la législation du crédit agricole. Selon la loi Ribot, du 10 avril 1908, les paysans peuvent acquérir par les Sociétés de crédit immobilier de petites propriétés d'un hectare. La loi du 19 mars 1910 rattache l'accession à la petite propriété rurale aux organismes déjà existants de crédit agricole et fixe le montant maximum des avances qui ne dépasseront pas huit, puis dix millions en tout, avances possibles pour une durée de dix ans et garanties par hypothèque ou contact d'assurance sur la vie.

Une disposition légale pour faciliter le crédit agricole, sur laquelle on avait beaucoup compté, mais qui, à ses débuts, ne donna rien de bon, fut l'institution du warrant agricole.

Pendant la guerre, différentes mesures exceptionnelles ont été prises pour la réorganisation de la production agricole. On les codifia dans la loi du 5 août 1920 qui abrogea toutes les lois précédentes en les réunissant.

1° Cette loi s'occupe des caisses locales :

Elle définit les caisses locales, réglemente à nouveau leur constitution et détermine les opérations qu'elles pourront accomplir.

2° La loi coordonne l'activité des organes du crédit agricole, en créant l'Office National de Crédit Agricole, dénommé plus tard la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

L'application de cette loi est régie par le décret portant règlement d'administration publique du 9 février 1921. Nous allons nous occuper des innovations apportées par la loi dans la réglementation déjà existante et de la création du nouveau centre de coordination.

La loi prévoit que les caisses de crédit agricole peuvent faire des opérations avec des particuliers et avec des collectivités.

Opérations avec les particuliers : Prêts à court, moyen et long terme

1° Le prêt à court terme de 3, 6 ou 9 mois, fait à un sociétaire pour la durée d'une opération agricole est avant tout un crédit personnel, le sociétaire souscrit un billet renouvelable si la durée de l'opération dépasse les prévisions. Le taux maximum et minimum est déterminé par la loi, mais non pas fixé. Il ne pourra pas être au-dessous de l'intérêt servi aux parts, car les sociétaires pourraient spéculer la bonne foi de leurs associés, en plaçant les sommes empruntées en parts, au revenu desquelles ils gagneraient. Le maximum ne peut s'élever à plus de 1 % au-dessus du taux de l'escompte à la Banque de France. Ce genre de prêt appelé aussi prêt commercial agricole, est accordé aux propriétaires et aux autres exploitants, leur permettant de faire face aux frais de la moisson, sans vendre immédiatement et n'importe comment la récolte.

2° Le crédit à moyen terme, appelé aussi crédit industriel agricole, est un crédit réel, accordé par avances garanties sur caution, warrants agricoles, hypothèques, dépôt de titres, il est amortissable en 10 ans par remboursements annuels et sert à aménager, à reconstruire les propriétés.

3° Le crédit à long terme, accordé dans les conditions ordinaires, doit être garanti par une hypothèque ou par l'avenant d'une assurance sur la vie. Le montant ne s'élève pas au-dessus de 40.000 francs et le prêt dure au maximum 25 ans. L'âge de l'emprunteur ne doit pas dépasser 65 ans. Le taux de l'intérêt fixé par décret, se trouvera toujours inférieur de 1,50 % au T. B. F. Ces prêts ont pour but de faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites propriétés rurales. Des avantages sont accordés aux pensionnés militaires, aux victimes civiles de la guerre et aux familles nombreuses. S'il n'y a pas de caisses locales dans la commune des solliciteurs, les prêts peuvent être consentis directement par les caisses régionales.

Jusqu'au 31 décembre 1927, on avait accordé 42,5 % de la dotation du crédit agricole, s'élevant à 753.970.585 fr. 05, en prêts individuels à long terme et 23,25 % en prêts à moyen terme.

Les autres opérations avec les particuliers se réduisent à l'ouverture des comptes de dépôts aux exploitants agricoles et au drainage de l'épargne.

Opérations effectuées avec des collectivités

Les groupements professionnels :

- a) Sociétés coopératives,
- b) Sociétés d'intérêt collectif,

c) Associations syndicales,
bénéficient des dispositions de la loi.

Si les Statuts de ces Sociétés sont conformes aux Statuts exigés par la loi, on leur accorde des avances. Leur montant s'élève jusqu'à six fois le capital social et on les accorde sur garanties diverses en exigeant un taux de 2 %. Les sûretés hypothécaires ne sont pas de règle; on demande toujours qu'une partie ou la totalité des membres souscrive solidairement au remboursement.

A la fin de 1927, 23 % de la dotation du crédit agricole avait servi en crédit collectif à long terme et 11,25 % en crédit collectif à court terme.

Pour remplir ces fonctions, les caisses locales et régionales ont recours aux ressources suivantes :

a) Le capital social formé de parts souscrites par les caisses locales et s'élevant, en 1925, déjà à plus de 45 millions;

b) Dépôts effectués par le public;

c) Emprunts : les Caisses locales empruntent aux caisses régionales et les caisses régionales peuvent émettre des bons de caisse;

d) *Avances de l'Etat.* — Depuis 1899, les redevances de la Banque de France sont allées croissant. En 1927, la dotation du crédit s'élevait à 753.970.585 fr. 05, somme constituée presque totalement par les avances et redevances de la Banque de France, sauf 90 millions provenant des remboursements des avances votées par la loi de 1918 pour la mise en culture des terres abandonnées.

Caisse Nationale de Crédit Agricole

Etablissement public, à personnalité civile et autonomie financière, institution de coordination, la caisse doit assurer la ges-

tion de la dotation du crédit agricole, des fonds reçus par les caisses régionales qu'elles peuvent lui confier, des capitaux réunis par l'émission de bons de caisse, des crédits votés à l'agriculture à l'occasion de la loi du 4 mai 1918. La caisse nationale s'occupera aussi de livrets de prévoyance et servira d'organe de propagande.

Son administration analogue à celle d'une Société commerciale sera confiée à un Conseil d'administration et à une Commission plénière [sorte d'assemblée générale] dont les membres sont en partie élus, en partie nommés par décret. Le pouvoir exécutif est assumé par un directeur nommé et le budget est soumis à l'approbation du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances.

La loi règle encore la destination des fonds en cas de dissolution des Sociétés agricoles.

Maintes critiques ont été apportées à l'organisation du crédit agricole en France : les plus importantes sont relatives à son insuffisance, à l'origine des ressources dues presque totalement aux avances de l'Etat et aux résultats pas assez brillants par rapport aux sacrifices consentis. M. Rayneri prétend que c'est une forme artificielle de crédit et que c'est aux caisses d'épargne de fournir les fonds aux caisses locales. M. Colson cite les critiques de la Cour des Comptes sur le contrôle insuffisant du crédit agricole et remarque la disproportion qui existe entre les capitaux sociaux des Sociétés agricoles et les avances accordées.

Il nous semble que le régime général du crédit n'est pas suffisamment organisé en vue de la production pour demander un développement exceptionnel du crédit agricole.

Après réflexion, on se rend compte aussi qu'un moyen artificiel peut être employé pour réaliser un but essentiel en attendant qu'on puisse le faire naturellement. L'organisation du cré-

dit spécialisé, tellement utile, manque souvent d'une impulsion et des premiers fonds. Lorsque les intéressés les reçoivent, l'organisation évolue au plus grand avantage de la prospérité nationale. En attendant que cette organisation devienne tellement indispensable que les capitaux se dirigent sans intervention, l'État se doit de subvenir sans introduire en cette matière des méthodes d'administration publique.

Avec le temps, ces dotations diminueront peut-être et laisseront le pas aux capitaux particuliers. Si un contrôle plus rigoureux est nécessaire, le crédit ne doit pas se compliquer, son but étant de satisfaire facilement les nécessités présentes dans l'intérêt des productions futures.

Le crédit agricole en Allemagne

En Allemagne, le crédit agricole est à la portée de tout le monde ; il se subdivise, comme partout, en crédit réel et personnel. On le distribue de la manière suivante :

Le Crédit réel est l'apanage des institutions de crédit foncier énumérées dans le chapitre précédent et de quelques autres institutions, par exemple : les caisses d'épargne, des institutions non spécialisées et des institutions particulières, pratiquant des opérations où le gage se compose d'objets mobiliers. On ne décrira plus les opérations de crédit foncier rural déjà décrites, afin de ne s'en tenir qu'au crédit agricole personnel.

Celui-ci, parfaitement adapté aux besoins de l'agriculture, est distribué par des institutions de type différent, institutions locales, groupées hiérarchiquement, ayant à leur tête un syndicat général dont les principales caisses « Schulze-Delitsch » sont régies par la loi du 1^{er} mai 1889. La loi établit la nature et l'étendue de la responsabilité des sociétés ; elle exige de ces dernières la déclaration de la responsabilité assumée et fournit

plusieurs avantages aux Sociétés ayant tout intérêt à se faire enregistrer.

Les Sociétés enregistrées ont la personnalité civile, leurs créiteurs ont, en premier lieu, les droits sur la fortune de la Société, ensuite sur celle des associés et les droits et devoirs des membres de l'association enregistrée, sont nettement déterminés.

On appelle ces Sociétés du nom de leur promoteur « Schulze », auquel s'ajoute celui de la ville, Delitsch, par lui habitée au moment où il commença à réaliser ses théories sociales. Ces Sociétés à responsabilité illimitée de tous les membres, se présentent sous forme d'associations coopératives de crédit et sont fondées sur le principe de l'aide par soi-même « Selbsthülfe ».

Ressources. — Le capital est formé de parts souscrites et versées par les associés au moment de leur entrée et sert comme fonds de réserve; le fonds de roulement se constitue par emprunts.

Emploi. — Les capitaux sont prêtés avec intérêt et garantis par un engagement personnel le plus souvent, parfois seulement au moyen de caution, gage ou dépôt de valeurs.

L'assemblée générale fixe le montant des sommes que les prêts et dépôts peuvent atteindre, ainsi que le montant maximum des prêts accordés à un même individu. Le délai est de 3 mois, en principe.

La caisse pratique l'escompte et l'avance sur billets.

L'administration se compose des organes suivants : une sélection de quelques membres et des employés rémunérés en sous-ordre, assurent la gestion quotidienne, une assemblée générale règle tout ce que la loi néglige et le pouvoir exécutif est confié à deux directeurs. La gestion est soumise à une revision obligatoire.

Les caisses locales sont groupées en unions territoriales, les « Verbände », qui sont leurs conseillers, qui reçoivent et concentrent, en les compensant, les capitaux en surplus dans les caisses locales et font communiquer par leurs membres les expériences particulières. Principalement les « Verbände » servent d'intermédiaire aux caisses locales auprès du Syndicat général.

L'organisation de ces caisses a commencé en 1851 et, vers la fin du XIX^e siècle, on en comptait déjà près d'un millier.

Si les caisses Schulze-Delitsch ont pour principe le développement de la responsabilité personnelle, des organisations de crédit complémentaires, fondées sur le principe moral de la mutualité, ont beaucoup contribué aussi au relèvement de la petite production agricole.

Les caisses « Raiffeisen » ayant pour but l'amélioration de l'état social des classes rurales, ont tâché de réaliser cette amélioration en facilitant aux petits cultivateurs l'acquisition de leur outillage, l'exploitation de leurs fonds et la vente fructueuse des produits.

Afin de réaliser pratiquement ces principes, les Caisses accordent des crédits à ceux qui en sont dignes par leurs qualités et aptes à les faire fructifier.

Les ressources sont d'ordre différent et comprennent : les parts des associés amassées par cotisations, des emprunts faits aux particuliers, l'acceptation de dépôts d'épargne et les bénéfices des opérations constituant le fonds de réserve.

Les associations sont groupées en ! Unter-Verbände », ceux-ci composant les « Verbände » et la direction est centralisée dans un groupement de trois organes siégeant à Neu-Wied : l'Union du Syndicat général des associations rurales de l'Allemagne, la Caisse centrale des prêts agricoles pour l'Allemagne, et la Maison de commerce Raiffeisen et C^{ie}, qui achète et vend

l'outillage agricole et les récoltes pour toutes ces associations. On a critiqué l'introduction d'une maison de commerce dans les intérêts suprêmes d'une institution sociale, mais nous trouvons que cette organisation justifie le caractère économique de l'œuvre et lui apporte tous les avantages d'une technique éprouvée.

D'autres caisses, les caisses « Offenbach » se sont différenciées des premières par leur organisation plus indépendante, mais le résultat de leur activité réalise le même but.

L'Etat s'est souvent préoccupé du développement des ressources de ces caisses agricoles et la Prusse fonda en 1895 une caisse centrale, la « Preussische Central-Genossenschaftskasse, dotée, en 1898, de 50 millions de marks et destinée à faire des avances aux Unions. Le montant des avances est fixé selon la responsabilité des membres de la Société, d'après leur fortune réelle ou d'après le capital social pour les sociétés par actions.

Le crédit agricole personnel, très étendu, est recherché en Allemagne, parce que les autres crédits d'acquisition et d'amélioration, permettent aux cultivateurs d'entrevoir la possibilité d'exploitations intéressantes.

Les Rentenbanken accordant des crédits pour acquisition, créées en 1850, disparues puis rétablies en 1891 par la Prusse, ont abouti à la création de propriétés moyennes, en se procurant des capitaux par l'émission de lettres de rente (1).

A leur tour, les Landeskultur-Rentenbanken accordent des prêts seulement en vue de l'amélioration du sol avec la particularité (inhérente à une telle opération) d'exiger que l'amortissement sérieux, obligatoire, intervienne pendant la période productive d'une durée limitée.

(1) Les lettres de rente sont possibles à cause du régime juridique allemand qui permet la création d'une dette indépendante.

Le nombre de ces caisses était, en 1914, d'environ 28.138.

La distribution du crédit agricole a aussi beaucoup changé après la guerre. En 1925, l'Office de crédit de la Rentenbank est devenu la Banque Centrale pour l'Agriculture qui favorise les banques hypothécaires.

Ses ressources comprennent :

1° Le capital réuni par emprunt extérieur de 25 millions de dollars auquel s'ajoutent des sommes provenant de prêts remboursés;

2° Des obligations pouvant être émises jusqu'à concurrence de huit fois le capital;

3° De prêts qu'on lui consent pour un an au moins; ainsi, la Gold-Diskontbank lui a ouvert un crédit de R. M. 250.000.000 en 1925.

Les organisations agricoles locales envoient 110 délégués à la Banque pour cinq ans.

Le Conseil d'administration est élu pour une même période; il se compose de onze membres de l'Assemblée de l'Institut, de onze membres du Conseil d'Empire et de deux personnes désignées par le Gouvernement.

Les opérations pratiquées par la Banque centrale de l'agriculture sont :

1° Des prêts hypothécaires à long terme par l'intermédiaire des institutions de crédit réel existant déjà;

2° Prêts à court terme sur garantie personnelle instituée par une nouvelle loi;

3° Prêts aux pays ou régions désignées par le Gouvernement pour y développer la culture du sol et les installations agricoles.

Les crédits personnels sont octroyés par les institutions affi-

liées ayant toute indépendance pour leur répartition et recevant l'argent de la Zentralbank.

Le taux d'intérêt maximum est de 8 1/4 proportionnel au taux de l'escompte de 6 %.

Les crédits sont garantis comme suit :

1° Pour les prêts de 9 mois, il faut deux cautions, dont une, celle de l'institution intermédiaire ou bien un gage mobilier.

2° Pour les crédits consentis en vue de l'amélioration du sol et de nouvelles installations, on exige la garantie du Reich même.

Les résultats de l'activité de la Zentralbank prouvent que, grâce aux emprunts extérieurs, elle a transformé 105 millions de dettes agricoles personnelles en dettes hypothécaires et que plus de 300 millions de Reichsmarks ont été avancés à l'agriculture sur les sommes fournies par la Gold-Diskontbank.

Nous avons donné ailleurs (1) le chiffre actuel de l'endettement hypothécaire de la propriété rurale allemande; nous allons voir maintenant l'état du crédit personnel.

La Caisse centrale des coopératives prussiennes n'a pas un contrôle exact des bénéficiaires de son crédit, mais en général on sait que les crédits d'exploitation et les crédits personnels s'élèvent à plus de 4 milliards de Reichsmarks.

Parmi les ressources dernièrement attribuées au crédit agricole personnel, on peut citer les crédits d'environ 70 millions ouverts à la Caisse centrale par la Reichsbank et par la Banque d'Etat prussienne; le crédit de 100 millions consenti en 1928 par le Ministre des Finances pour l'acquisition d'engrais.

Malgré la bonne organisation étudiée, la plupart des crédits se sont révélés des Frozen-credits utiles seulement tant que le remboursement n'est pas envisagé.

(1) p. 30.

Le Gouvernement se fait un devoir d'intervenir dans l'amélioration du crédit agricole. On tâche, par de nouveaux emprunts à l'étranger, de convertir certains de ces longs engagements sur garanties personnelles en dettes à long terme sur secondes hypothèques. On organise ailleurs le contrôle technique et commercial des coopératives débitrices et le nouveau directeur de la Caisse Centrale des Coopératives Prussiennes a l'intention de leur imposer une rationalisation.

Donc, en Allemagne aussi, le mouvement est allé se centralisant sous le contrôle de l'Etat; la Caisse Centrale des Coopératives Prussiennes domine hiérarchiquement le crédit agricole et personnel.

L'endettement qui accable l'agriculture est considérable; il a souvent beaucoup pesé, mais nous voyons de nouveau les Allemands mettre en pratique l'idée émise par M. Schmoller au Congrès agricole de 1894 pendant la crise agricole allemande où il affirmait qu'il faut améliorer le crédit et non pas le détruire.

Le crédit agricole aux Etats-Unis

Jusqu'en 1913, le crédit agricole n'était pas du tout organisé aux Etats-Unis et le taux des prêts agricoles était beaucoup plus élevé que le taux des prêts ordinaires. Ainsi, en 1890, ce taux de 7,1 % se trouvait supérieur de 2,4 % au taux du papier industriel, de celui d'une dizaine de Sociétés de chemins de fer. On s'est préoccupé de diminuer cette marge qui, en 1920, était seulement de 0,25 %.

Le crédit agricole n'était pas organisé, les fonds irrégulièrement procurés par des Compagnies d'assurances, des banques de dépôts, des trusts et des Banques d'Etat, étaient garantis par des hypothèques fermières, des mortgages.

Les défauts de cet état de choses se faisaient sentir dans la difficulté du renouvellement des crédits en cas de crise (ce qui contribuait à l'aggravation des crises), dans le montant du taux de l'intérêt et dans l'irrégularité des délais. Les Banques d'Etat, les plus constantes sont entravées par de nombreuses restrictions légales, elles ne peuvent consentir que du crédit à court terme et souffrent du manque de coopération et de centralisation des fonds à New-York. Le crédit personnel, pratiqué par les commerçants et des particuliers n'était pas assez important.

Pour la première fois, en 1913, le Federal Reserve Act (to improve commercial credit conditions) reconnaît les nécessités spéciales de l'agriculture et prend des dispositions à leur usage :

1° Il permet le ré-escompte du papier agricole à 6 mois.

2° Il autorise les Banques Nationales à accorder des prêts jusqu'à 50 % de la valeur de la propriété gagée comme autrefois par mortgages et pour un terme maximum de 5 ans.

Pratiquement, le Federal Reserve Board a exercé son pouvoir pour faciliter l'escompte du papier agricole dont le chiffre s'élevait en 1914 à 644.000 dollars, atteint, en 1921, le montant de 373.172.000 dollars, chiffre maximum et s'élève encore en 1926 à 104.508.000 dollars.

Le Federal Farm Loan Act, du 17 juillet 1916, crée deux systèmes pour la distribution du mortgage-crédit : les Federal Landbanks et les Joint Stock-Landbanks.

Les Federal Land Banks sont des associations d'emprunteurs fonctionnant sous leur contrôle. Chaque membre doit posséder en capital 5 % de son emprunt. Les associations locales ainsi formées sont obligées d'avoir une proportion analogue de capital dans la banque fédérale de la région. Leurs ressources servent de fonds de garantie et de réserve ; elles sont constituées par le

capital et par le produit de négociations de titres exempts de taxes et garantis par un mortgage de premier rang.

Les prêts sont consentis aux propriétaires ruraux et ne doivent pas dépasser 50 % de la valeur du fonds; l'amortissement se fait au maximum dans 40 ans et les intérêts sont fixés à 6 %.

Les Joint Stock Land Banks sont des Sociétés par actions travaillant à peu près de la même manière.

Les résultats de ces organisations ont été très fructueux : les prêts s'élevant à 164.600.000 dollars en 1918, ont atteint, en 1927, 1.825.400.000 dollars.

Pendant la guerre, on procéda à des mesures exceptionnelles, comme partout; le Chef de l'Etat alloua 5 millions de dollars au Ministère du Travail et de l'Agriculture.

En 1921, pour alléger la dépression de l'agriculture, le Congrès Fédéral autorisa la War Finance Corporation d'étendre son crédit aux associations coopératives et aux institutions financières ayant accordé des crédits agricoles. Ces avances limitées à 1 milliard de dollars, étaient tout à fait nécessaires.

On critiqua beaucoup le fonctionnement de l'organisation du crédit agricole selon un système bancaire ayant conduit premièrement au raccourcissement des termes du papier agricole bancable pour amener ensuite les fermiers à ne plus respecter les échéances fréquentes mais facilement remises.

Une Commission d'enquête fut nommée en 1921 et ses études ont abouti au vote de l'Agricultural Credits Act de 1923. L'Act a pour objet de fournir toutes les facilités à l'agriculture et de satisfaire ses légitimes nécessités de crédit.

A cet effet, il faut abaisser le taux du crédit agricole et renouveler le système de sa distribution.

L'Act organise le crédit personnel et l'escompte du papier

agricole; il prévoit la création de 12 intermediate Banks auprès de la Federal Land Bank, autorisées à accorder des crédits à moyen terme (de 6 mois à 3 ans) et à escompter du papier agricole. Ces opérations seront pratiquées avec des banques et des associations coopératives, non pas avec des particuliers. Le capital appartient au Gouvernement Fédéral et des ressources sont encore obtenues par la négociation d'obligations garanties par le portefeuille.

Les Intermediate Banks admettent une marge de 2 et de 2 1/2 % entre le taux de ré-escompte, l'intérêt des avances et des prêts liquides.

Le montant des opérations s'élevait, en 1927, à 630 millions 900.000 dollars.

L'Act envisage aussi l'organisation de National Agricultural Credit Corporations pouvant être la propriété de Compagnies particulières et ayant à peu près les mêmes attributions que les Intermediate Banks. Il y en eut trois aux Etats-Unis, dont deux déjà liquidées.

A côté des grandes institutions de crédit agricole, il y a encore les Local Agricultural Corporations, enrégimentées dans les règlements de lois générales et destinées à faire des prêts agricoles de toute sorte directement aux producteurs.

Enfin, pour remédier au Federal Reserve System et l'adapter aux nécessités du crédit agricole, on a pris des mesures spéciales pour une étroite coopération des banques des Etats.

En général, malgré la crise de 1921, et précisément à cause de la manière dont l'agriculture s'en est tirée, on peut dire que le système institué en 1913 contribua largement au prolongement du crédit à long terme hypothécaire et à la diminution du taux pour le crédit à court terme personnel.

CHAPITRE III

LE CREDIT INDUSTRIEL

L'industrie nécessite autant de capitaux que l'agriculture pour sa mise en marche et son exploitation.

Autrefois, les marchands donnaient l'impulsion à la production industrielle; ils disposaient de capitaux suffisants tant pour acheter des matières premières distribuées aux ouvriers particuliers que pour rémunérer le travail de ceux-ci. Lorsque la manufacture s'organisa en grand, le manufacturier ne dépendit plus du marchand et il eut besoin de capitaux indépendants pour l'organisation de son industrie. Les fonctions s'étaient différenciées.

Dans l'industrie même les nécessités de crédit varient. La grande industrie a besoin de crédits à long terme pour sa mise en marche et ses améliorations, de crédits à court terme pour l'exploitation courante constituant ce qu'on appelle le capital de roulement. Les crédits sont nécessaires pour permettre l'achat de matières premières, l'exécution des commandes en attendant les paiements à effectuer par les clients.

La petite industrie, très intéressante lorsqu'on en considère l'ensemble, requiert des crédits à moyen terme surtout dans le cas des entreprises où le capital est assez rapidement reconstitué (1).

Nous touchons ici le point principal de la distribution du cré-

(1) Par exemple : les petites industries saisonnières.

dit à l'industrie et peut-être même du crédit à la production. Dans une bonne organisation du crédit il faut toujours connaître la situation des capitaux prêtés. Dans le crédit à l'industrie, les capitaux sont immédiatement consommés; ils subissent une transformation assez lente en produits de valeur, en richesse et sont reconstitués lors de la négociation de ces produits. C'est même le décalage entre ces différentes étapes qui est un des principaux facteurs de l'accentuation des troubles cycliques. Les grandes industries, l'industrie métallurgique, textile, les industries d'avenir dont on ne peut prévoir les résultats, restituent les capitaux empruntés après un très long laps de temps.

D'un autre côté, les industries d'articles d'habillement, les industries reproduisant à bon marché les produits de luxe, les industries alimentaires réalisent plus vite les capitaux leur ayant servi à la production.

Le crédit industriel en France

En France, la patrie du Saint-Simonisme, l'organisation du crédit à l'industrie a dépassé le stade que nous rencontrerons en Allemagne et en Angleterre. On y est en ce moment à la phase de la pluralité d'institutions économiques et juridiques procurant par leur activité des ressources à l'industrie.

Les théories de Saint-Simon prévoyaient le concours à la petite industrie par l'intermédiaire d'un Crédit Mutuel resté à l'état de projet et l'organisation indépendante du crédit à la grande industrie que les frères Péreire et autres financiers du siècle dernier ont tenté de réaliser par le Crédit Mobilier.

La fondation du Crédit Mobilier fut marquée par l'immixtion du gouvernement dans l'organisation et la surveillance de l'institution qu'il favorisait. Cette bienveillance s'explique par contre-coup de la révolution de 1848, le Gouvernement craignant

que les anciennes puissances financières aux mains de la bourgeoisie hostile, n'accaparent toutes les entreprises industrielles.

La mission Saint-Simonienne du Crédit Mobilier se révèle dans le rapport au nom du Conseil d'administration, à la première Assemblée générale, le 29 avril 1854. Voici en quoi consiste le rôle de la nouvelle banque :

Elle sera pour le capital de l'industrie ce que les banques d'escompte sont pour le fonds de roulement des entreprises commerciales. Elle aura pour principales fonctions :

1° *De commanditer l'industrie*, donc Société de commandite [ce qui lui permettra d'avoir des renseignements sur bon nombre d'entreprises] ;

2° *De régler le marché des capitaux* grâce à cet excellent instrument régulateur, ce sera donc une Société financière ;

3° *De faire des prêts et des emprunts* ; comme le Crédit Foncier, Société de prêts et d'emprunts, elle prêtera sur des valeurs industrielles à l'aide de son capital d'abord, ensuite avec le produit d'obligations émises jusqu'à concurrence du montant des placements et avec les fonds provenant de dépôts en compte courant ou à terme ; ainsi la Société pourra opérer par voie de consolidation en un fonds commun la conversion de titres particuliers d'entreprises diverses.

4° *D'émettre des billets à court terme* ; banque d'émission la Société émettrait des billets [non remboursables à vue mais échangeables contre des titres du portefeuille] dont la solidité serait directement reliée à la solvabilité des producteurs industriels.

Les chefs d'industrie dirigeraient cette banque et au lieu de verser en espèces les fonds ils donneraient une garantie personnelle en escomptant les effets industriels avec ces billets portant intérêt.

Tels étaient les desiderata ; en passant au fonctionnement de la banque nous verrons qu'elle s'en est — malheureusement — éloigné.

Les ressources devaient comprendre : le capital actions, le capital obligations, et les dépôts en compte-courant ; le capital actions s'est continuellement accru en proportion des commandites, le Crédit ne pouvant disposer d'obligations à court terme à cause d'une campagne contraire à leur émission ; le capital obligations fut constitué par une seule émission en 1853 : les comptes-courants ont pris, eux assez d'importance.

Les placements fixes ont été effectués à l'aide de sommes provenant de capitaux définitifs, le capital actions ; les placements à échéance déterminée se sont faits avec les fonds provenant de réserves temporaires, les comptes-courants.

Les placements fixes, le crédit commanditaire s'accomplissait de trois manières :

1° Par commandite proprement dite, souscription aux actions de l'affaire à créer ;

2° Par souscription au capital d'affaires déjà existantes ;

3° Par le concours moral prêté aux anciennes entreprises auxquelles le Crédit Mobilier pouvait servir aussi de courtier.

On peut citer parmi les entreprises créées :

La Société des Immeubles de la rue de Rivoli, 1854.

La Compagnie Générale Maritime, de 1854, devenue en 1861 la Compagnie Générale Transatlantique.

Plusieurs Compagnies de chemins de fer françaises et étrangères : en 1854, le chemin de fer de Dôle à Salins, compris ensuite dans le P. L. M., en 1855 celui de Saint-Rambert, en 1854 la Société Impériale et Royale des Chemins de fer autrichiens, en 1858 des Chemins de fer russes, Pétrograd-Varsovie, ligne Nijni-Novgorod.

Quelques Sociétés d'assurances : en 1860, « La Confiance », à capital de 6 millions de francs et « La Paternelle », à capital analogue; en 1864, « L'Union des Phénix Espagnols » et « L'Union des Phénix Autrichiens ».

Enfin, de nombreuses banques et crédits mobiliers de moindre envergure.

Le crédit mobilier a participé aussi à de nombreuses entreprises créées à cette époque par d'autres initiatives.

Il a souscrit : à l'émission initiale des obligations du Crédit Foncier; 1853, au traité financier de la Compagnie des chemins de fer du Grand Central, pour 30 millions de francs; en 1853, au traité financier de la Compagnie de Chemin de fer du Midi; à cette occasion, il a fait des avances facultatives aux actionnaires pour la libération de leurs titres et a placé des obligations.

Le Crédit Mobilier a prêté son concours moral et joué le rôle d'intermédiaire dans les cas suivants : la fusion des chemins de fer de Saint-Etienne à Lyon, à la Loire, d'Andrézieux à Riom; la constitution de la Compagnie de l'Ouest; la subdivision de la Société des mines de houille de la Loire en 4 sociétés anonymes; la fusion des 6 Compagnies de gaz parisiennes, fondation de la Société Parisienne de chauffage et d'éclairage par le gaz.

En dehors de ces opérations le Crédit Mobilier prêtait un concours indirect à l'industrie : par des apports de capitaux à court terme il aidait la spéculation dans son rôle régulateur; il entreposait les titres jusqu'à leur placement définitif dans les portefeuilles des épargnants particuliers.

Les opérations bancaires de compte-courant étaient effectuées à un taux assez favorable parce qu'on utilisait les comptes-courants en reports.

L'activité du Crédit Mobilier eut de bons résultats et on peut

affirmer qu'une bonne partie des affaires traitées à Paris à cette époque ont été présentées et protégées par lui.

Il est probable que si le Crédit Mobilier avait pu continuer à développer son programme, sa prospérité et celle de l'industrie française auraient encore augmenté. Malheureusement, l'ingérence du Gouvernement dans les affaires de la Banque, l'interdiction d'émettre des obligations, changèrent l'organisation même de cette banque qui devait avoir un petit capital et une grosse dette consolidée. Par conséquent, l'immobilisation des capitaux fit que pour servir des dividendes aux actionnaires on se livra à des spéculations qui ne réussirent pas. La Banque ayant son point d'équilibre déplacé souffrit aussi de la concurrence du Syndicat des Banquiers, de celle de la Société Générale et de celle du Crédit Industriel et Commercial, ce qui l'acheva.

Dans l'organisation bancaire actuelle l'industrie obtient les capitaux à longue échéance par l'intermédiaire des banques d'affaires. Les capitaux empruntés pour un moindre laps de temps lui sont fournis par les mêmes institutions ainsi que par les grands établissements de crédit pratiquant couramment ces crédits bancaires.

Pendant et après la guerre ces crédits bancaires se sont accrus mais, comme le remarque M. Allix [dans la *Revue Politique et Parlementaire*, 1921] on s'est vite aperçu qu'ils ne constituaient que des crédits commerciaux à court terme ne soulageant que momentanément l'industrie dans ses nécessités de crédit productif; ces crédits bancaires, opine M. Allix, ne sont utiles à l'industrie que lorsqu'on les emploie à alimenter la *dette flottante* des entreprises, fonds de caisse, crédit de campagne.

Les banques d'affaires sont des organismes financiers en étroite collaboration avec l'industrie et contribuant au large développement de la production. M. E. Baldy définit ainsi les

caractéristiques de la banque d'affaires au début de son ouvrage sur les banques d'affaires en France depuis 1900 : « La banque d'affaires est celle qui s'occupe avant tout d'opérations financières, financements et émissions, et qui n'effectue des opérations de banque pure que de façon accessoire ».

Parmi les banques d'affaires on peut distinguer les banques d'affaires type et les banques d'affaires spécialisées dans le concours à certaines industries.

Les grandes banques d'affaires ont pour clientèle principale les entreprises industrielles et les Etats pour lesquels elles négocient des emprunts. Nous ne nous occuperons que du concours à l'industrie.

Ressources des banques d'affaires. — La principale ressource agissante des banques d'affaires est constituée par leurs capitaux propres : capital social et réserve, se distinguant par cela des banques de dépôts où ces fonds servent particulièrement à garantir les opérations de la banque.

Les banques d'affaires n'ont pas suivi les principes du crédit mobilier des frères Peirère pour se procurer des capitaux à long terme par émission d'obligations; pour elles, les capitaux empruntés se réduisent aux dépôts et sont employés en opérations à court terme.

On peut encore ranger parmi les ressources extérieures de ces banques les fonds qu'elles réunissent avec le concours d'autres banques et de grands capitalistes toujours en vue du financement des entreprises dont elles s'occupent.

Le rôle des banques d'affaires. — Ces grandes institutions jouent en même temps un rôle d'impulsion et de soutien de l'industrie. Elles aident la constitution des entreprises par leurs participations financières et par le placement des titres, actions et obligations d'industries nouvelles ou déjà existantes. Elles

font aussi des ouvertures de crédit et des avances sur gage à plus ou moins courte échéance à l'industrie pour le bon fonctionnement de la production.

En définitive, elles prêtent à l'industrie leurs capitaux de toutes manières, en même temps que leurs conseils et leur initiative. Ce sont les grandes collaboratrices de la production moderne.

Les opérations de crédit des banques d'affaires sont de domaines différents; pour les opérations financières, elles adoptent divers procédés d'émission, soit par souscription publique, soit par prise à charge de la totalité des actions ou par l'introduction directe des titres en Bourse.

L'investissement des capitaux dans les opérations financières est de durée plus ou moins longue et la proportion des postes, titres et participations assez grande par rapport à l'actif. La durée des placements peut varier depuis le temps minime nécessaire à certains titres pour traverser les guichets de la banque jusqu'à de longues périodes pendant lesquelles les Banques conservent les capitaux dans les entreprises intéressantes, afin de pouvoir les contrôler. Les postes, titres et participations s'élevaient dès avant la guerre à 1/5 de l'actif des banques.

Les opérations de banque pure sont pratiquées à titre accessoire et avec une clientèle spéciale, différente de celle des banques de dépôts, en majeure partie une clientèle industrielle. Parmi ces opérations, celles qui nous intéressent le plus, les avances et ouvertures de crédit, ont vu depuis 1913 diminuer leurs postes par rapport à l'actif réalisable, bien que leur chiffre se soit accru; ce sont les avances aux Etats qui se sont réduites, celles à l'industrie ayant augmenté.

Les grandes banques d'affaires sont :

— La Banque de Paris et des Pays-Bas, 1903.

— La Banque de l'Union Parisienne, 1904.

— La Banque Française pour le Commerce et l'Industrie.

— Le Crédit Français.

— Le Crédit Mobilier.

Leurs bilans illustrent eux-mêmes le large concours prêté à l'industrie.

La Banque de Paris et des Pays-Bas avait, en 1926, des capitaux propres s'élevant à.....Fr.	345.000.000
titres et participations	315.000.000
avances sur gages	55.000.000
avances en compte-courant.....	1.188.000.000

Les capitaux propres de la Banque de l'Union Parisienne s'élevaient, à la même époque, àFr.	243.000.000
titres et participations	167.000.000
avances sur garantie et en compte-courant....	258.000.000

Les banques d'affaires spécialisées ont été créées pour les grandes industries pouvant absorber par leurs opérations bancaires toute l'activité d'une banque, ainsi que pour les industries en formation ayant constamment besoin de la banque fondatrice.

On peut citer parmi ces institutions spécialisées :

— L'Union des Mines, 1923.

— La Banque Cotonnière, 1927.

— La Société Financière Electrique, 1925, pratiquant des opérations de banque pures ainsi que des lancements d'affaires électriques.

En dehors de l'activité des organismes centraux l'industrie reçoit un précieux concours des banques régionales devenues de véritables banques industrielles spécialisées, faisant des avances aux industriels particulièrement développées dans leur pays.

Ainsi, les banques lorraines ouvrent des crédits à plus ou moins long terme aux industries métallurgiques et textiles de

la région et assurent le placement de leurs obligations. Cette collaboration leur est permise parce qu'elles emploient à cela leurs propres capitaux qu'elles peuvent librement immobiliser.

Malgré le concours prêté à l'industrie par toutes ces institutions de crédit en rapport permanent avec le marché monétaire, la distribution du crédit industriel par un établissement spécial doté de capitaux recrutés dans ce but même à longue échéance, a continué à préoccuper les économistes qui en signalent particulièrement l'utilité après la guerre.

Un projet visant la constitution d'une Société de crédit industriel a été présenté à la Chambre et partiellement voté le 13 mars 1917.

La partie relative au crédit à long terme à la grande et moyenne industrie a été rejetée, le Parlement considérant urgente seulement la question du crédit personnel à court terme à la moyenne et petite industrie et au petit commerce. Le but de cette loi, fondée sur l'idée de mutualité et de patronage par l'Etat, est de rendre commode l'accession au patronat des travailleurs capables.

Le système comprend deux organes : la Société de caution mutuelle, constituée pour faciliter l'accès des banques aux petits industriels déjà établis, par l'aval et l'endos d'effets de commerce et de billets souscrits par les membres de ces banques populaires ainsi que pour escompter les effets avalisés devenus bancables.

Leur constitution est favorisée par différentes exemptions de formalités et de taxes. Pour bénéficier de ces avantages il faut que le capital soit souscrit par sept personnes au moins, qu'il porte un intérêt maximum de 5 %, que les opérations aient lieu seulement avec des commerçants, des industriels, des associations de production, et que le maximum de durée et de montant des avances soit déterminé par les Statuts.

Actuellement le crédit populaire est, en principe, du crédit personnel dont les risques sont très divisés par la manière dont on le distribue et dont le but est d'avancer des moyens à la production et d'encourager l'épargne.

Des anciennes institutions de crédit populaire seulement 13 subsistaient en 1917; il y en avait 463 le 1^{er} janvier 1928, groupant un nombre de sociétaires de 50.985, avec un capital global de 89.827.000 francs et ayant atteint pendant l'exercice de 1927 un chiffre d'affaires de 51.463.451.000 francs. Les ressources de ces banques sont complétées par des avances de l'Etat qui s'élèvent actuellement à plus de soixante millions.

En dehors des opérations de crédit à court terme mentionnées par la loi de 1917, les banques populaires entremettent l'accord de crédits à long terme dans les cas prévus par la loi du 24 octobre 1919 pour le crédit à long terme aux petits industriels et commerçants démobilisés. Afin de permettre aux Banques Populaires d'exécuter ces opérations spéciales la loi leur ouvre un crédit de 50 millions de francs. Les avances sont remboursables à l'Etat tous les six mois au fur et à mesure des encaissements de banques. Celles-ci font des opérations de crédit à long terme, aussi avec ceux qui peuvent solliciter des fonds de la dotation de l'Artisanat Français, votée dans la loi du 27 décembre 1923.

La Caisse Centrale des Banques Populaires a été créée par la loi du 24 octobre 1919 pour contrôler et centraliser les opérations des Banques Populaires. Elle exécute les opérations suivantes :

1. Encaissement des effets déplacés;
2. Escompte des effets des Banques Populaires;
3. Opérations de banque en général;
4. Opérations spéculatives d'achat et de vente de titres;

5. Services de renseignements;

6. Avances aux Banques Populaires.

Le taux des commissions est très avantageux.

La Caisse Centrale, avec un capital de 4.113.000 francs et des avances de l'Etat, de 20 millions de francs, réalise une très belle activité. Son portefeuille est de fr. 5.249.794 fr. 28; elle a des Banques Populaires débitrices pour 15.535.873 fr. 10, des Banques Populaires créditrices pour 25.553.539 fr. 93.

L'activité des Banques Populaires est soumise au contrôle officieux de la Caisse Centrale par la marche même des affaires. Le contrôle officiel est assuré par le service d'inspection introduit dans la loi de 1917, par la vérification des agents de l'Enregistrement, et par un rapport annuel obligatoire du Ministre de Commerce au chef de l'Etat, sur les opérations effectuées.

Le Crédit à l'Industrie en Angleterre

Tout le monde connaît la perfection du système bancaire anglais. L'édifice financier composé par les organismes bancaires de la place de Londres est soumis à l'extrême division du travail selon la nature des opérations de banque pure. Nous ne nous attarderons pas à l'analyse de ce genre de spécialisation qui se trouve en dehors du cadre de notre étude. Il suffit de relever le fait que c'est d'après l'ordre des opérations pratiquées que les institutions de crédit se partagent le financement de l'industrie.

Les *banks* en général, correspondant aux grands établissements de crédit français, dont les Big Five sont en Grande-Bretagne les principaux représentants [Midland Bank, Lloyds, National Provincial, Barclay's, Westminster] se trouvent continuellement préoccupées par le problème de la liquidité des fonds exigée par

les principes de banque sérieux. En les observant d'aussi près que possible les banks peuvent tout de même tenir à la disposition de l'industrie une certaine catégorie de capitaux.

Le fonds de ces crédits consentis à l'industrie est toujours l'épargne et ils sont basés sur le supplément de dépôts, *en cash*, qui n'est pas réclamé.

Les banks ont donc la possibilité d'accorder à l'industrie des crédits à court ou moyen terme, ce qui résume l'état actuel des rapports entre la banque, l'industrie et le commerce, éléments interdépendants, mais dont les relations varient d'un pays à l'autre et d'un moment à l'autre.

Malgré l'extrême prudence et la réserve caractéristique aux banques anglaises, on s'aperçoit que les postes avances représentant dans le bilan les liquidités réalisables dans plusieurs semaines ou mois, ont sensiblement augmenté pendant la période 1923-1926, au détriment du poste de remploi portefeuille-titres.

Le pourcentage du poste avance, par rapport au total général des bilans et aux postes de l'actif immédiatement réalisable, est plus élevé que dans les bilans des banques françaises. Ceci est provoqué par le fait que l'avance est à peu près le seul procédé d'octroi de crédit par lequel les banques anglaises peuvent aider l'industrie et le commerce, étant donné l'extrême spécialisation de toutes les institutions de crédit.

Les capitaux à longue échéance exigés par l'industrie ont une autre origine. Lorsqu'ils ne sont pas fournis personnellement par les propriétaires, les entreprises industrielles se les procurent de différentes manières : par émission de titres lancés en public par l'entremise d'*issuing houses* sous forme de *debentures*, *income-bonds*, *short-term notes*, *preferred shares*; par les offices des *merchant-bankers* et autres *financial companies*.

Les *merchant-banks* sont des institutions de crédit d'un genre

particulier. Elles pratiquent particulièrement les prêts sur titres; ces opérations ne sont pas nos avances sur titres supposant des crédits garantis par des effets déjà cotés en bourse, mais des opérations originales permises par le régime juridique anglais qui autorise l'existence de la Société anonyme, même si le capital n'en est pas totalement souscrit; grâce à cette disposition, les fondateurs peuvent engager les actions non encore vendues afin d'obtenir des avances.

Les *merchants-banks* sont d'habitude des maisons privées s'adonnant aux opérations sur titres en général. On peut citer parmi les principales : Lazard, Barings, Rothschild, Schroeder, etc.

Le crédit industriel en Allemagne

Le procédé employé par les banques allemandes pour financer l'industrie est tout à fait opposé au procédé des banques anglaises. Nous allons le découvrir en étudiant l'organisation bancaire.

Le principe voulant que les banques distribuent tout le crédit nécessaire à l'industrie vient de l'idée Saint-Simonienne mise en pratique par la Banque Oppenheim de Cologne, intéressée dans les affaires des frères Péreire.

Après 1870, des banques furent créées en grand nombre mais elles se sont bientôt concentrées subissant la domination impérialiste pour laquelle une production décuplée est le meilleur moyen d'expansion. Il est naturel alors que ces instruments d'expansion encourent tous les risques, avec une certaine méthode, bien entendu, afin d'accroître la production.

Les grands établissements de crédit ont tous eu, dès leurs débuts, des tendances de banque industrielle, c'est après la crise de 1890-91, où les banques privées ont perdu en partie la con-

fiance de leurs clients, que ces grands établissements ont été entraînés dans la voie des banques de dépôts.

La bizarrerie du procédé est prouvée par le fait qu'il y a une proportion très restreinte de capitaux liquides en égard des immenses investissements industriels. En 1914, on trouve pour le bilan général des six grandes banques allemandes les chiffres suivants :

203.700.000 marks encaisse.

3.540.000.000 marks portefeuille commercial.

835.800.000 participations financières.

Le capital de ces banques (1) et leurs réserves en valeur totale d'à peu près 1.831.000.000 de marks, ont été consacrés aux entreprises industrielles.

Après la guerre et la réforme monétaire les banques sont entrées de nouveau dans une étroite collaboration avec l'activité des grandes industries. Elles ont continué la même méthode dans une situation différente et l'ont adaptée aux circonstances. Les banques ont dû employer des moyens très variés pour attirer des capitaux car, au lendemain de l'inflation, elles avaient subi un moment de défaveur ayant mal protégé les dépôts de leurs clients.

Après l'assainissement de leur organisation, par rationalisation et mécanisation des services, elles attirent la petite clientèle et haussent leur chiffre d'affaires en diminuant le taux des Commissions et en favorisant les investissements étrangers.

Leur collaboration avec l'industrie est de plus en plus active, on peut dire qu'elles la dirigent ayant le droit de voter aux assemblées générales pour les actions déposées chez elles

(1) Deutsche Bank, Dresdner Bank, Diskontogesellschaft, Bank für Handel und Industrie, Schaffhausen'schen Bankverein, National Bank für Deutschland.

s'il n'y a pas opposition de la part du propriétaire. Des résultats sont de premier ordre : ce n'est qu'en poussant l'industrie que les banques ont pu, après l'essor de la production et de l'exportation en 1926-27, avoir à ré-escompter de nombreuses traites étrangères, en majeure partie anglaises.

Le crédit industriel en Hollande

L'influence du Crédit Mobilier dans toute l'Europe a été très marquée mais elle s'est montrée particulièrement importante dans les petits pays industriels. Elle eut pour résultat dans les Pays-Bas, la fondation du Crédit Mobilier Néerlandais [Société générale de commerce et d'industrie] à Amsterdam, en 1863, dans le but de créer des établissements industriels, commerciaux et de crédit, et destiné à assurer le placement des emprunts de ces entreprises par émission d'obligations à charge de la Société mère. Il ressort des Statuts et des déclarations des dirigeants et fondateurs que cette Société vise à la direction du développement économique en disposant par la concentration des capitaux de la distribution générale des moyens de production. Elle est d'ailleurs considérée comme faisant partie de l'organisme du Crédit Mobilier de France.

La Société a crédité de nombreuses entreprises industrielles, principalement la Société de l'exploitation des Chemins de fer de l'Etat et la Société des chemins de fer des Indes Néerlandaises; placée quantité de valeurs hypothécaires, et malgré son effondrement quelques-unes de ses créations existent encore de nos jours.

La cause de sa défaillance se trouve encore dans la non-application du programme, dans la dégénérescence bancaire; la Société n'a pas émis d'obligations, elle a mal ménagé ses liquidités et dangereusement réparti ses risques liés au sort de quel-

ques entreprises. Des spéculations malheureuses achevèrent d'ébranler la confiance générale, et elle dut être liquidée.

Le crédit industriel en Belgique

Il existe en Belgique une institution de crédit industriel spécialement créée après la guerre et remplissant tous les espoirs de ses organisateurs.

La Société Nationale Belge de Crédit Industriel est organisée par une loi du 15 mars 1919, afin d'encourager par ses avances les entreprises industrielles, commerciales et agricoles en mobilisant leurs créances à long terme. Le siège de la Société est à Bruxelles.

Les ressources se composent du capital social de B. 25 millions, — à la fondation, porté à B. 50 millions, — en 1921 et à B. 150.000.000; — d'un capital obligations de dix fois plus grand; de dépôts à terme.

L'origine du capital social se trouve dans la somme amassée à la Banque Nationale de Belgique pendant les quatre années de l'occupation allemande, durant lesquelles n'ayant pas voulu attribuer à l'Etat allemand la part de l'Etat belge, il ne fut pas distribué de second dividende aux actionnaires. Les ressources sont encore complétées par la constitution de réserves, légale et extraordinaire; la première s'élevait, le 30 juin 1926, à B. 2.908.287; — la seconde, à B. 25.586.538,86.

La Société fait des avances à long et moyen terme aux industriels et producteurs. En principe, l'intéressé doit traiter par l'entremise d'une banque, par exception directement; l'avance se fait sur double garantie: l'aval de la banque intermédiaire et des sûretés réelles et personnelles.

L'activité de la Société a débuté par des opérations d'avances aux industriels sur les titres d'indemnité pour dommages

de guerre, opérations dont le montant se chiffrait en juin 1924 à 1.976.433.815,07. A ce moment s'est fondée l'Association Nationale des Industriels et Commerçants pour la réparation des dommages de guerre. La plupart des emprunteurs de la Société Nationale de Crédit Industriel y ont adhéré et cette dernière s'est chargée du placement des titres de la nouvelle institution.

Les avances aux industriels grands et moyens s'élevaient en juin 1926 à B. 607.561.580,43, dont on avait déjà remboursé B. 115.279.187,11.

Les crédits ouverts aux coopératives de crédit à la petite industrie s'élèvent à B. 2.630.094,29.

Pour satisfaire toutes ces demandes la Société a émis des obligations dont le chiffre total atteignait en 1925 B. 819.680.000. Ces obligations bénéficient de la garantie d'intérêts et sur leur garantie la Caisse d'Epargne et de Retraite de l'Etat avance par l'entremise de la Banque Nationale 75 % de leur valeur nominale.

CHAPITRE IV

LE CREDIT MARITIME

Le crédit maritime comprend : le crédit à l'armement de la marine marchande, réalisable par des variantes du crédit foncier et du crédit industriel, et le crédit à la pêche, à l'ostréiculture qui tient plutôt du crédit agricole.

Le Crédit à l'Armement

L'organisation de ce crédit n'est pas très développée, probablement à cause de la manière dont on y a toujours exploité l'armement. Les armateurs étaient possesseurs de grands capitaux et l'industrie passant en famille de père en fils, au moment où l'entreprise nécessitait du crédit il n'était pas nécessaire de chercher bien loin car les relations locales de l'intéressé connaissant à fond ses capacités le lui accordaient facilement. Mais s'il en fut ainsi jusqu'à la seconde moitié du siècle dernier, la situation changea.

La construction des navires se partagea entre les grandes Compagnies maritimes, sociétés puissantes, et les armateurs particuliers. Les premières présentant de solides garanties grâce à leurs capitaux, pouvaient aisément obtenir des crédits à long terme par émission d'obligations et du crédit à court terme dans les banques, tandis que les armateurs moyens n'en trouvaient que dans des conditions très onéreuses.

Cette situation critique était due à l'absence de renseigne-

ments et de propagande pouvant intéresser le public à de tels placements et au nombre réduit de garanties auquel étaient réduits les prêts maritimes. Les armateurs avaient bien à leur disposition l'hypothèque maritime créée par les lois de 1874 et 1885 mais aucune institution ne s'en servait systématiquement et à la veille de la guerre les facilités du crédit étaient nulles pour les petits et moyens armateurs de la Marine marchande française.

Après la guerre, la nécessité d'intensifier n'importe comment les transports procurait de grands bénéfices aux armateurs et les capitalistes se hâtèrent de leur porter leur avoir. Mais ces bénéfices étaient dus en grande partie aux circonstances momentanées : différence des prix de fret, des changes, désorganisation des pays de l'Europe Centrale, etc. Les capitaux agglomérés produisirent des bénéfices de moins en moins importants en même temps que s'élevaient les prix du charbon et de la main-d'œuvre et que disparaissaient les conditions exceptionnelles. Ce concours de circonstances remit les armateurs dans une situation difficile qui ne s'améliorera pas tant que la distribution du crédit maritime sera laissée au hasard.

L'organisation du crédit maritime due à l'initiative privée n'a pas réussi parce que les quelques institutions fondées dans ce but n'avaient pas de bases solides. Seules quelques banques locales, la Banque Générale Transatlantique et le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie ont prêté un concours efficace à cet effet. L'Etat se doit d'intervenir.

En 1915, il y eut un projet pour organiser le crédit hypothécaire maritime; on le négligea ainsi qu'un autre visant une convention avec le crédit foncier. On vota ensuite quelques lois circonstanciellles s'occupant partiellement de crédit maritime;

Loi du 19 avril 1915 par laquelle l'Etat s'engage à garantir

aux prêteurs sur hypothèque maritime les sommes non exigibles immédiatement ;

Loi du 29 décembre 1916, autorisant l'Etat à consentir des avances directes aux armateurs construisant en chantier français et achetant des navires tout faits à l'étranger [âgés de 10 ans au plus] ;

Loi du 13 avril 1917 pour le crédit maritime par l'Etat pendant une période déterminée, loi inopérante à cause des délais trop longs exigés par la construction dans les chantiers français, délais ne correspondant pas avec les dispositions mêmes de la loi, et à cause des difficultés légales pour le transfert de pavillon en matière d'achats à l'étranger ;

Loi du 19 avril 1920 organisant en même temps que le crédit à la pêche les avances aux petites flotilles.

Un dernier projet de loi relatif à une convention avec le Crédit Foncier fut distribué à la Chambre à la fin de 1926 ; le Crédit Foncier de France s'engagerait à prêter en moyenne 200 millions de francs pendant cinq ans aux armateurs français pour la construction et l'achat de navires. D'autres établissements de crédit pourraient aussi recevoir des allocations de l'Etat pour réduire le taux de leurs avances aux armateurs, taux minimum fixé à 4 %.

Les prêts seraient accordés avec l'autorisation du ministre dont dépend la Marine marchande, sur première hypothèque, pour la moitié de la valeur du navire et sous certaines conditions spéciales : la construction doit être faite en chantier français, sauf pour une somme réservée aux navires construits pour prestation en nature et à l'achat de certaines unités avantageuses à cause du change et sauf lorsque les chantiers français des prix trop élevés par rapport aux prix mondiaux. Dans ces derniers cas, l'intérêt est majoré de 3 %.

Ces dispositions sont intéressantes et leur application sera utile lorsqu'on aura tranché entre autres difficultés du crédit maritime les moyens et les délais d'amortissement par rapport à la reconstitution des capitaux.

Crédits à la Pêche et à l'Ostréiculture

Cette autre branche du crédit maritime ne s'est pas développée non plus malgré les lois du 23 avril 1906, instituant le crédit personnel, du 18 avril 1909, affiliant les caisses locales à des caisses régionales, du 25 mai 1910, pour les avances de l'Etat aux caisses régionales. La cause en est due probablement à l'absence, dans la loi, d'une désignation précise des bénéficiaires du crédit et à l'inexistence du crédit à long terme.

Il nous semble que pour remédier aux lacunes du crédit maritime en France, il faudrait, après études approfondies, créer trois organes pourvoyant à sa distribution :

1° Crédit industriel à long ou moyen terme accordé aux constructeurs, afin qu'ils puissent soutenir la concurrence des prix mondiaux ;

2° Crédit hypothécaire à long terme pour les armateurs ;

3° Crédit personnel et mobilier, individuel et collectif analogue au crédit agricole pour le développement de la pêche.

Le Crédit Maritime en Angleterre

Si en Angleterre le crédit maritime n'est pas laissé au hasard comme en France il ne fait pas non plus l'apanage d'une institution spéciale. Grâce aux nombreux instruments de crédit maritime et à la quantité d'agents et de banques qui le prati-

quent le public est très porté à acheter des actions et obligations maritimes.

Les moyens facilitant la distribution de ce crédit sont : le *mortgage maritime* institué par le Merchant Shipping Act ; les *bottomry-bonds*, titres créés pour les prêts gagés sur le navire ; les *respondative bonds*, titres représentant une sorte de prêt à la grosse.

Le Crédit Maritime en Allemagne

Avant la guerre, les banques allemandes, toujours prêtes à favoriser l'expansion économique de leur pays, sans souci de la diversité des risques accumulés, accordaient de larges crédits personnels aux armateurs.

Après 1918, l'initiative, publique et privée a tout fait pour relever l'armement. Plusieurs banques hypothécaires maritimes ont été créées : à Hambourg, la *Schiffsbeleihungs Bank* ; à Berlin, la *Deutsche Schiffspfandbrief* ; à Duisbourg, la *Deutsche Schiffskredit Bank*. Les deux premières ont émis des lettres de gage pour RMks. 15.000.000, — la troisième a engagé les siennes à la banque de Hambourg, pour RM. 5.370.625.

Le bilan de ces banques s'est soldé en 1920 par un actif créditeur de RM. 481.009,57.

L'Etat favorise la construction des navires en prenant à charge une partie des frais de remplacement des unités perdues ou avariées pour plus de 50 % de leur valeur.

En Hollande aussi, il y a des banques hypothécaires dont les prêts servent surtout à la construction de nouveaux bâtiments.

CHAPITRE V

Le Crédit Hôtelier

Les ressources naturelles d'un pays doivent être exploitées de tous les points de vue possibles. Ses beautés naturelles et artistiques, ses curiosités, ses richesses minérales thérapeutiques extrêmement dignes d'attention, sont aptes à accentuer l'essor de la prospérité nationale. Les touristes étrangers laissent de l'argent épargné ailleurs, ils font une variante de l'exportation, ceux d'un même pays font circuler activement les capitaux d'une région à l'autre.

Le principal moyen pour garder le voyageur attiré par les ressources exceptionnelles d'un pays est de lui enlever le souci de son logement. Il lui faut trouver sans peine logement et nourriture sinon mieux du moins aussi bien que chez lui. Ce ne sera pourtant pas sa principale dépense. On a calculé qu'en moyenne la journée d'hôtel constitue la cinquième partie de l'argent dépensé quotidiennement par le touriste, le reste se répartissant comme suit : un cinquième pour les transports et trois autres pour distractions et achats divers. En encourageant donc l'industrie hôtelière, on contribue à l'activité économique générale.

L'industrie hôtelière se développe dans les villes d'eaux, dans les sites agrémentés de beautés naturelles, dans les centres artistiques, intellectuels et commerciaux. L'activité des hôtels ne sera pas égale dans le temps et dans l'espace : Dans les villes, les hôtels auront constamment des clients, dans les villes d'eaux les visiteurs se retrouvent aux époques favorables à la

cure, quant aux stations climatiques elles sont visitées au moment de la belle saison ou pour les sports d'hiver. On ne saurait donc ranger sous une même rubrique toutes les nécessités de crédit de l'industrie hôtelière.

Les hôtels sont classés en plusieurs catégories différentes : les moins nombreux, mais les plus luxueux, les places, reçoivent une clientèle très riche ne considérant pas le chiffre de la dépense si elle leur apporte le maximum de confort et de jouissance possible ; ce ne sont pas les plus intéressants de notre point de vue car ils sont constitués d'habitude par des Sociétés expresses fondées ; ensuite viennent les grands et moyens hôtels dont l'organisation est due en majeure partie à l'initiative personnelle et qui constituent la catégorie principale ; les petits hôtels ne sont pas à négliger non plus, ils peuvent très bien prospérer dans les stations balnéaires où vont se soigner beaucoup de personnes modestes et dans les environs des grands centres touristiques où le passage des excursionnistes est régulier.

L'industrie hôtelière reconstitue assez vite les capitaux employés et peut fournir de solides garanties, elle est donc digne et apte de crédit. Les hôtels recevant des clients pour une certaine saison auront besoin de crédits de campagne, crédits à court terme pour le fonds de roulement. Même le délai des crédits à long terme, pour l'aménagement, la réparation et la construction de nouveaux locaux sera moins long que dans les autres crédits à la production.

En principe, la distribution du crédit hôtelier doit se faire d'après l'appréciation des qualités et capacités personnelles, les procédés sauf les warrants hôteliers se réduisant aux moyens habituels d'octroi de crédit.

Le Crédit Hôtelier en France

Avant la guerre, il y eut quelques projets mais la seule mesure importante consiste dans la création du warrant hôtelier par la loi du 8 août 1913 complétée par la loi du 17 mars 1915.

En 1916, on institua une Commission d'études hôtelières qui fit des recherches sur la situation de l'hôtellerie et sur les possibilités d'amélioration.

La première réalisation d'avances à l'hôtellerie est d'initiative particulière. La Chambre de commerce de Chambéry fait des enquêtes sur la situation hôtelière en 1922 et décide d'y remédier par ses conseils et par des avances à faible intérêt. Les fonds proviennent d'emprunts au Crédit Foncier et les prêts sont accordés pour des réparations et des constructions nouvelles. Les garanties étaient d'ordre hypothécaire ou consistaient en nantissements, cautions et autres sûretés réelles.

Les résultats ont été bons dès 1923, ce qui fit envisager à la Chambre de Commerce de Chambéry l'obtention de nouveaux emprunts et lui suggéra le projet d'une organisation du crédit à l'hôtellerie par l'entremise et avec la garantie des Chambres de Commerce. Ce projet n'eut aucune suite.

L'organisation actuelle est due au vote d'un projet pour le crédit hôtelier présenté par le Ministère du Commerce et voté comme article 172 de la loi de finances du 23 octobre 1923. Ce projet prévoit :

L'existence d'un établissement de crédit central unique, appuyé sur des organes consultatifs régionaux;

La distribution du crédit hôtelier par des personnes compétentes et la démarcation nette entre les départements de crédit à long et court terme.

Ce dernier sera distribué par une banque, en l'espèce la Ban-

que Nationale des Hôteliers, dont les Statuts ont été promulgués par le décret du 30 novembre 1923. Celui-ci transforma la Banque des Hôteliers Français, créée en 1920, sur le type des Banques Populaires de la loi du 13 mars 1917, avec un capital de 2 millions de francs [porté bientôt à 5 millions de francs] et réalisant, dès la première année, un chiffre d'affaires de 180 millions de francs.

Le département bancaire du Crédit Hôtelier possède actuellement un capital de 7 millions de francs ; ses ressources sont complétées par un fonds de réserves à court terme de 255.360 fr. 57 et par les dépôts des particuliers constituant à la fin de 1927 une somme de 2.401.000 fr. 22 et par une avance de l'Etat de 5 millions.

Le crédit à court terme est distribué par les moyens ordinaires et sur garantie des Caisses de Caution Mutuelle ; l'escompte des warrants hôteliers est aussi pratiqué par cette section. A la fin de l'exercice 1927, le montant des crédits à court terme consentis à la clientèle hôtelière est égal à 4.709.663 fr. 98 ; le Portefeuille Titres est de 6.127.711 fr. 70, le Portefeuille Effets, de 1.636.366 fr. 30.

Le crédit à long terme, maximum 12 ans, sert à la réfection, à l'aménagement, à la modernisation et parfois à la construction d'hôtels. Les avances sont remboursables par annuités.

Dans le régime normal du Crédit Hôtelier les ressources de ce département doivent être alimentées par émission d'obligations, le principe étant d'emprunter d'une main et de distribuer de l'autre. En attendant, c'est l'Etat qui avance les fonds nécessaires. Au produit des obligations peuvent se joindre des subventions de Compagnies de transport, les bénéfices provenant du Portefeuille titres. L'argent emprunté étant cher, plus cher

que celui prêté, les bénéfices seront en proportion inverse de la quantité d'obligations émises.

La distribution du crédit hôtelier, qui a lieu par un mécanisme de consultation touristique composé de deux cycles : le cycle régional et le cycle central apportera satisfaction aux demandes suscitées par une politique régionaliste de suggestion aux hôteliers. Ce travail de prospection sera accompli par des Comités locaux et régionaux composés des membres des syndicats d'initiative, d'hôteliers, d'industriels et commerçants intéressés, de personnes compétentes. La centralisation de leur œuvre se fait au Comité consultatif central composé de délégués de chaque Comité local et dressant des plans définitifs pour l'organisation de l'hôtellerie.

Dans le bilan de l'exercice 1927, on trouve pour le département à long terme :

Du côté des *Ressources* :

Avances de l'Etat, 34.172.473 fr. 22.

Réserves, 1.012.878 fr. 62.

Du côté des *Emplois* :

Portefeuille titres, 10.517.818 fr. 50.

Prêts à long terme, 15.182.138 fr. 79.

Le taux de l'intérêt est de 7 %.

Le Crédit Hôtelier n'a pas encore émis d'obligations mais on les prépare par la constitution d'un Portefeuille titres solide permettant de garantir la première tranche.

La protection du crédit hôtelier se manifeste dans les Statuts par la limitation du capital obligations en proportion avec le capital actions, par la fixation d'une limite des prêts pouvant être consentis à une même entreprise et pour un gage donné.

Le contrôle de l'Etat s'exerce par un commissaire du gouvernement auprès du Conseil d'administration.

Le Crédit Hôtelier en Suisse

Tout le monde connaît la prospérité de l'industrie hôtelière suisse; en 1914, le budget général de l'hôtellerie s'élevait au double de celui de l'Etat fédéral, mais la guerre a porté un rude coup à cette belle organisation. Il était naturel que l'initiative publique et privée fassent de leur mieux au moment de l'alerte pour secourir les gens du métier.

Aussitôt après la guerre, on a vu la Coopérative Grisonne de Crédit obtenir un crédit d'escompte s'élevant à Fr. S. 15.000.000, à la Banque Centrale Grisonne et en distribuer, dès 1919, pour Fr. S. 12.144.470, d'avances.

En même temps, s'était organisée la Chambre d'Arrangements pour l'industrie hôtelière du Centre de Berne servant d'intermédiaire entre les hôteliers débiteurs et leurs créiteurs. Dans la même région, se trouve aussi la Caisse Oberlandaise subventionnée par le Canton de Berne et autres établissements publics. Elle joue le rôle d'intermédiaire pour l'élimination des dettes courantes et contribue à la restauration d'hôtels.

L'établissement officiel est la Société Fiduciaire Suisse pour l'hôtellerie, créée le 12 septembre 1921, sous forme de Société anonyme, siégeant à Zurich. Sans aucun but lucratif, cette Société vise : à soutenir les intérêts de l'hôtellerie en général, à aider matériellement les hôteliers en pénurie de capitaux à cause de la guerre, par tous les moyens possibles : avances de crédit, conseils, appui juridique, intervention législative, etc., à encourager les Sociétés régionales de crédit hôtelier.

Les ressources comprennent le capital social moitié obligatoirement versé, moitié souscrit par la Confédération et une avance de Fr. S. 5 millions, accordée par celle-ci en 1923.

L'Administration se compose de l'Assemblée générale, du

Conseil d'administration, du Directeur et d'une Commission de vérification.

Son activité se manifeste comme suit :

Dans une situation critique, la Société tente une réorganisation d'ordre privé. Sinon elle coopère à la conclusion de concordats judiciaires et prête son concours à la liquidation. Le cas échéant, la Société accorde des prêts.

Jusqu'à présent, la Société a contribué à l'assainissement de nombreuses entreprises hôtelières, à la réduction de leurs charges hypothécaires en général, à la fermeture et au changement de destination des hôtels dont la situation ne pouvait pas s'améliorer.

CHAPITRE VI

CREDIT A L'EXPORTATION

Les évolutions des richesses selon les lois économiques s'enchaînent les unes aux autres; il n'y a pas de plan de différenciation, nettement marqué, d'un stade à l'autre. Mais un moment arrive où chaque étape se caractérise par la réalisation d'un service particulier et c'est à ce point qu'il faut étudier les éléments nécessaires aux opérations en question.

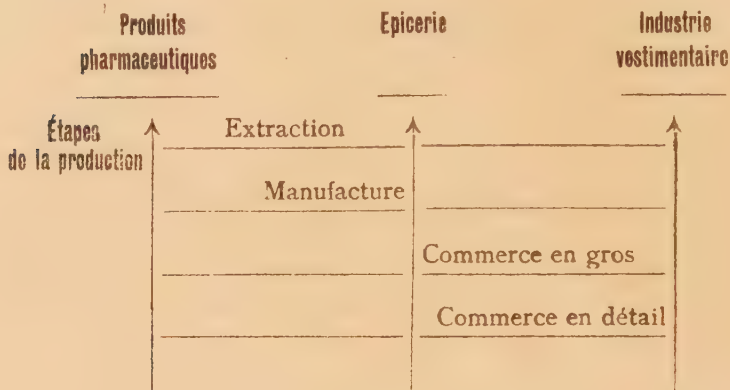
Jusqu'à présent, nous avons étudié les institutions spécialisées dans la distribution du crédit à la production. En observant le mouvement des richesses depuis leur extraction jusqu'à leur consommation, on voit que leur déplacement est nécessaire lorsqu'elles ont été mises au point pour être consommées; c'est alors qu'il faut les distribuer. Les intermédiaires s'occupant de leur distribution, les négociants ont tout autant besoin de crédit que les autres facteurs de la vie économique.

Nous allons indiquer, d'après M. Steiner [The Mechanism of Commercial Credit] la classification des nécessités de crédit des divers facteurs de la production en nous arrêtant sur le crédit nécessaire aux négociants en gros, principaux facteurs de la circulation nationale et internationale des biens.

En général, on appelle crédits commerciaux, non pas les avances faites aux commerçants [comprises dans les crédits bancaires] mais le laps de temps accordé aux industriels et commerçants en attendant le paiement des marchandises par eux cédées.

Pour chaque genre de production, les nécessités de crédits commerciaux et bancaires sont les mêmes à l'étape correspondante de leur évolution économique :

Exemple :



Les premières phases de la production, l'extraction et la manufacture étant du domaine de la production proprement dite, nous ne nous occuperons que des besoins des intermédiaires aidant à la circulation, les négociants.

Peu importe le genre de marchandises dont il s'agit, le négociant qui détient des produits pharmaceutiques en gros, ou bien l'épicier en gros, auront besoin de la même sorte de crédits bancaires et commerciaux. Ils achètent argent comptant, mais au moment de vendre à crédit aux négociants en détail, ils devront emprunter à la banque pour payer leurs propres échéances.

Les banques ne général pratiquent ces avances par les classiques opérations d'escompte avec toutes leurs variantes. Le papier présenté à la banque est tantôt le papier du vendeur, s'il vend à crédit et qu'il a lui-même besoin d'argent, tantôt le papier de l'acheteur endossé par le vendeur.

Ces rapports entre banques et commerçants subissent très intensément l'influence des fluctuations cycliques; pendant les périodes de prospérité, ils deviennent intenses, il y a inflation de crédit et raccourcissement des délais à cause de l'activité décuplée.

Il est intéressant de voir si le crédit au commerce s'est spécialisé et, en effet, nous trouvons que pour faciliter la *circulation internationale* des biens, on prête une attention toute particulière au commerce extérieur et dans presque tous les pays des établissements spécialisés pourvoient aux opérations de crédit avec les commerçants trafiquant avec l'étranger, le plus souvent avec des exportateurs.

Si le négoce national s'accommode du système général de crédit, c'est que dans un même pays les délais de paiement ne peuvent être bien longs et pourvu que la maison soit sérieuse, les banques sont prêtes à avancer les sommes nécessaires, à accepter un papier aisément contrôlable. Il en est autrement pour le commerce extérieur. Naturellement l'acheteur demande le délai suffisant pour l'absorption de ses stocks par son marché national. Ceci donne lieu à des difficultés pour le vendeur qui premièrement n'est pas sûr d'être payé à cause de l'absence des renseignements, des troubles économiques et politiques impossibles à pressentir de loin; ensuite, même si le vendeur a affaire à des maisons de confiance, il ne sera payé que très tard étant données les distances. Des avances lui seront difficilement consenties par les banques de son pays, le paiement n'étant pas toujours garanti et les traites à échéance lointaine. Par exemple, matériellement une traite sur Buenos-Ayres ne peut être touchée que de 5 à 15 mois après tirage.

Pour favoriser la situation des négociants, les établissements de crédit au commerce extérieur peuvent leur accorder directement des avances en numéraire, leur ouvrir des crédits docu-

mentaires ou bien leur garantir la bonne fin des créances sur l'étranger. Les deux moyens ont du bon : dans le premier cas, les importateurs ont la certitude d'obtenir des crédits sous certaines conditions ; dans le second, ils pourront acquérir une garantie sans changement des conditions et des opérations qu'ils pratiquent d'habitude avec leur banque.

Il est dangereux pour une banque de dépôts, ou pour un grand établissement de crédit, d'engager ses capitaux dans des opérations aussi aléatoires qui pourtant apporteraient de bons bénéfices à ceux voulant y risquer consciemment leurs capitaux.

Autrefois, avant la guerre, ces problèmes se posaient surtout du point de vue personnel des négociants. Depuis, les désordres monétaires, leur solution étant devenue aiguë, les Etats se sont intéressés à l'organisation du crédit au commerce extérieur et sont intervenus dans la création d'institutions à cet effet.

Le Crédit au commerce extérieur en France

Les banques françaises sont parfois spécialisées dans le genre d'affaires subventionnées, mais il n'y a pas de division nette entre les opérations commerciales, comme en Angleterre, où le crédit au commerce extérieur est strictement l'apanage des Foreign et Colonial Banks.

Les établissements de crédit, les banques de dépôts, ne pratiquent par beaucoup les opérations intéressant le commerce extérieur et leurs succursales à l'étranger suivent la même politique, exception faite par celles du Comptoir d'Escompte. Les banques locales, très habiles dans le concours prêté à l'industrie, ne sauraient contenter leurs clients en matière de commerce extérieur, ce qui nécessite de grands frais, des renseignements étendus et des capitaux importants à sacrifier.

Les banques coloniales, banques d'émission, ne peuvent

aider efficacement le commerce extérieur à cause de l'origine de leurs capitaux ; c'est le cas de presque toutes ces banques, sauf celui de la Banque de l'Indochine et de la Banque de l'Afrique Occidentale.

Les Comptoirs industriels ont la possibilité de beaucoup faire pour le commerce extérieur grâce à la compétence des dirigeants et à une clientèle spécialisée. Par exemple, le Comptoir Français d'Exportation de Roubaix accorde des avances aux exportateurs et importateurs ou leur garantit la solvabilité des débiteurs. Les avances sont faites sur dépôts de traites ou au moyen d'acceptations. Le même système est employé pour transformer en papier bancable les traites à long terme de l'exportateur. Les avances sont de 75 % et l'assurance de la solvabilité place toujours le premier et dernier quart au risque du client.

Les banques d'affaires sont particulièrement aptes à s'occuper du crédit au commerce extérieur. Il y en a qui se sont spécialisées en cette matière, mais leur concours se présente sous forme de participation à la création de banques à l'étranger.

Parmi ces dernières, on peut citer la Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud, créée en 1910 par la Banque de Paris et des Pays-Bas, siégeant à Paris. Elle finance les exportations et les importations sous forme d'escompte. Elle accorde aux exportateurs étrangers des crédits documentaires jusqu'à l'arrivée des marchandises en France, moment auquel l'opération devient une avance sur marchandises. La Banque escompte aussi des traites documentaires d'exportateurs français, traites à 120 jours, ce qui fait 6 mois avec leur voyage et le retour de l'argent. Elle accorde des avances sur production de factures, avances faites sur un crédit global se reconstituant au fur et à mesure des rentrées de fonds et ressemblant en fait à des *revolving credits* rarement dénoncés.

Dans le même ordre d'opérations, travaille le groupe de la Banque Française du Rio de la Plata [Buenos-Ayres] et la Banque Argentine [Paris]. Cette dernière accorde des avances de 50 à 80 % sur les traites remises à l'encaissement; elle escompte des traites libres ou documentaires, ouvre des crédits en blanc ou documentaires, se rapprochant aussi des *revolving credits*. L'importateur étranger demande au siège local une lettre de crédit sur Paris et tire jusqu'à concurrence du montant de cette dernière sur la Banque Argentine pour payer l'exportateur français parfois très exigeant.

En Orient, il y a des banques du même genre : la Banque d'Orient, Athènes, la Banque Franco-Polonaise, mais elles sont moins importantes.

Ces nombreux organismes distribuent du crédit au commerce extérieur, mais n'ont pas une ligne de conduite unitaire. Il était naturel que, suivant l'évolution de la spécialisation du crédit, on songe à une action d'ensemble du crédit au commerce extérieur et que plusieurs moyens soient envisagés pour la réaliser.

On a proposé dans ce but l'escompte des traites à longue échéance par la Banque de France; la collaboration de fait des organismes déjà existants; la création par les grandes banques d'un ou de plusieurs établissements de crédit au commerce extérieur en France et outre-mer [à l'exemple des banques allemandes] puisant des ressources dans leur capital et dans les dépôts recueillis par les agences [méthode anglaise].

Les grands établissements de crédit, indifférents aux opérations de commerce extérieur, répondirent à un questionnaire qui leur était posé en 1915 que l'institution de comptoirs spécialisés par industrie et distribuant du crédit garanti solidairement par les membres, serait un système intéressant.

Après diverses suggestions, sur l'intervention de l'Etat dans

la création d'une institution pareille, on vota, en octobre 1919, une loi attribuant à une banque pour le commerce extérieur une subvention de l'Etat. Cette banque devait être la Banque Nationale Française du Commerce Extérieur. Les statuts déposés en novembre 1919 prévoient que la Banque aura son siège à Paris sans aucune succursale ni agence en France et que pour la création de ces dernières à l'étranger, une entente avec les établissements du même genre déjà existants sera nécessaire.

L'administration est assurée par une Assemblée générale où l'on a une voix pour 10 actions, par le Conseil d'administration comprenant de 9 à 21 membres et par un Directeur dont la nomination ainsi que celle du Président du Conseil et Administration doit être approuvée par décret. Toutes les opérations de comptes sont contrôlées par deux Commissaires du Gouvernement et les statuts ne sauraient être modifiés sans l'autorisation du Ministre du Commerce et du Ministre des Finances. Les trois-quarts des actionnaires doivent être Français.

Ses ressources sont : le capital-actions de : Frs 75.000.000 et une subvention de l'Etat, s'élevant aux deux tiers du reste de l'avance de la Banque de France, stipulée au renouvellement de son privilège en 1917, après le prélèvement en faveur du crédit agricole.

Cette subvention comprend une tranche fixe, la subvention annuelle, et une tranche variable, l'avance remboursable sans intérêts accordée pour la constitution d'un fonds de réserve de 25 millions. Cette tranche doit être versée pendant au moins 5 ans.

En échange, l'Etat se réserve 30 % des bénéfices restant après le prélèvement de 5 % pour la réserve légale et de 6 % pour le dividende aux actions.

La Banque pourra exécuter aux Colonies et à l'Etranger tou-

tes les opérations usuelles de banque, principalement celles concernant le commerce d'exportation et d'importation. En France, elle est strictement limitée à l'exécution de ces dernières.

La Banque a débuté par des opérations de participation dans d'autres institutions de crédit au commerce extérieur, mais pendant le dernier exercice 1927, le chiffre de ce poste a été réduit à : Frs 3.851.636,60.

La Banque pratique très activement des crédits par acceptation et ses acceptations propres, auxquelles s'ajoutent celles des débiteurs acceptant pour la banque, s'élèvent à : Frs 155.126.759,73.

Elle a accordé des crédits commerciaux et sur caution pour : Frs 31.504.830,33. Son portefeuille commercial est de : Frs 145.038.862,03.

La Banque Nationale Française du Commerce Extérieur a su, en quelques années, concentrer dans la sphère de son activité toutes sortes d'opérations favorisant le commerce extérieur. C'est en grande partie à son impulsion qu'on doit la loi du 10 juillet 1928, autorisant le Gouvernement à garantir le règlement des exportations effectuées au profit des administrations et services publics étrangers, en plus simple la loi sur l'assurance-crédit du risque politique.

Cette loi prévoit que l'Etat peut garantir 60 % de la valeur de la commande passée à un commerçant français par une administration publique étrangère. Les risques commerciaux habituels sont garantis par de nombreuses institutions privées, mais il est préférable en ce cas que l'industriel soit certain que l'Etat va employer toutes ces ressources pour être remboursé par une collectivité jouissant elle-même de dérogations au droit commun.

Les demandes en garantie doivent être adressées à une Commission dont fait partie le Président de la B. F. D. C. E. et formulées par le fournisseur lui-même ou une institution [banque ou société d'assurances] agréée.

A cet effet, la B. F. D. C. E. a créé un service chargé à la fois des questions de financement et d'assurance des commandes plus haut mentionnées.

Le Crédit au commerce extérieur en Angleterre

En Grande-Bretagne, le crédit au commerce extérieur est distribué par certaines banques d'affaires, les « Foreign et Colonial Banks ».

Il y a une vingtaine de Foreign Banks, dont les principales sont : la Hong-Kong Shanghai Banking Corporation, la Lloyds and National Provincial Foreign Bank, la London and Brazilian Bank, etc., et presque le double de Colonial Banks, dont : la Commercial Banking of Sydney, Bank of Montréal, National Bank of India etc.

Toutes ces banques sont des sociétés par actions, institutions indépendantes, sur lesquelles personne n'a de contrôle en principe ; mais depuis quelque temps, les plus puissantes d'entre elles ont tendance à s'approprier le capital des autres et à les influencer, sans établir pourtant de règle générale.

Toutes les Foreign et Colonial Banks ont deux sièges : l'un à Londres, l'autre au centre même des opérations et de nombreuses agences et comptoirs.

Ces banques pratiquent les opérations ordinaires de banque : l'escompte, les crédits par acceptation, les crédits confirmés, etc., et des opérations spéciales au commerce extérieur : l'*overdraft*, tirage [avec autorisation du banquier] dépassant les limites du compte-courant ; le *cash-credit*, avance cautionnée ; les *revol-*

ving credits, crédits dénonçables à des périodes déterminées; les *letters of lien*, engagement des importateurs étrangers à conserver les marchandises pour le compte de la banque de l'exportateur en versant à cette dernière le montant des ventes jusqu'au règlement complet de la dette, l'exportateur ayant cédé la propriété des marchandises en garantie des avances qu'on lui a consenties; les *letters of hypothecation*, par lesquelles expéditeur et réceptionnaire reconnaissent au moment de la conclusion du contrat que les marchandises resteront le gage du client.

Après la guerre, le problème du crédit au commerce extérieur devenu plus intense, on créa la British Trade Corporation pour servir de liaison entre les Foreign et Colonial Banks et fournir les crédits auxquels ces établissements ne pouvaient suffire. Cette institution fondée en 1917 par Charte royale a échoué.

On essaya alors d'organiser une nouvelle institution avec les bénéfices de £ 16.000.000 produits pendant la guerre par le service d'assurances maritimes contre les torpillages, service organisé par le Gouvernement.

Ce nouvel établissement, l'Export Credit Department, accorda d'abord directement des avances, puis procéda à la garantie de créances. N'ayant pas donné les résultats espérés, il subit différentes réformes, dont la plus importante en octobre 1921. Après cette réforme, l'institution garantit aux banques, ouvrant des crédits aux exportateurs, que les traites par elles acceptées seront acquittées par l'Export Credit Department si l'acheteur ne paye pas. Le délai de ces crédits est renouvelable tous les 6 mois. Les garanties et le taux des crédits varient selon qu'il s'agit de crédits généraux ou de crédits spéciaux.

Le Crédit au commerce extérieur en Allemagne

En Allemagne, on n'est pas encore arrivé à la création d'une institution destinée spécialement au crédit à l'exportation. On y

a pourtant beaucoup fait pour l'expansion extérieure commerciale.

Nous savons que les banques allemandes ont toujours été des banques à tout faire. Au début de leur développement, elles avaient créé des succursales à l'étranger pour faciliter la tâche des commerçants exportateurs. Cependant, cette méthode n'a pas réussi ; aussi, les grands établissements de crédit procédèrent-ils à la création de filiales à l'étranger ; les capitaux de ces Sociétés sont la propriété des grandes banques, mais les filiales elles-mêmes sont des organismes autonomes à initiative personnelle.

Les différentes filiales peuvent se diviser en quatre groupes géographiques : groupe de l'Amérique du Sud, groupe d'Extrême-Orient, groupe de l'Europe Centrale et Orientale et groupe Sud-Africain.

Ces institutions sont contrôlées dans la marche générale de leurs opérations par les grandes banques allemandes qui ont collaboré à leur création.

Elles pratiquent les opérations ordinaires de banque d'une manière très large et ouvrent aussi des crédits spéciaux : les *blanko-credits*, crédits en blanc autorisant la banque à surveiller le commerçant ; le crédit aux livres consenti sur le chiffre d'affaires de l'emprunteur, dont les écritures sont soumises au contrôle du prêteur ; les banques ouvrent des crédits sur les ventes à consignation de leurs clients, ces crédits sont liquidés aux mêmes échéances que celles convenues entre les négociants. Toutes ces opérations se font grâce au service de renseignements de banques allemandes qui, pour bien s'informer, se chargent des services d'encaissement à un taux minime.

Le Crédit au commerce extérieur aux Etats-Unis

L'organisation bancaire comprenant les Banques Nationales,

les banques de crédit et les Trust Companies ne permit qu'un développement tardif des banques au commerce extérieur. En effet, lorsque l'escompte immobilise les effets dans le portefeuille par absence d'un établissement central de ré-escompte, les banques se rejettent du côté des opérations spéculatives.

Après la réorganisation de 1913, les banques pratiquent plus souvent l'escompte et elles emploient les crédits par acceptation dont le délai est fixé à 6 mois en principe. Selon le Federal Reserve Act, elles peuvent même sous certaines conditions et avec l'autorisation spéciale du Federal Reserve Board, créer des succursales à l'étranger.

Cette disposition eut un écho remarquable et on vit bientôt des institutions comme la Commercial National Bank, de Washington, la National City-Bank, la Bankers Trust Cy, l'Equitable Trust Cy, de New-York, etc., ouvrir des guichets dans tout le Nouveau Continent et même en Europe.

En 1919, plusieurs membres des anciennes institutions financières fondèrent la Foreign Credit Corporation au capital de 6.000.000 qui, la première, applique aux Etats-Unis les crédits à long terme pour envoyer des marchandises en Europe.

La même année, on vote la loi « Edge », réglementant en principe la fondation et le fonctionnement d'institutions au crédit au commerce extérieur, dans les conditions suivantes : Le capital minimum est limité par la loi et doit être versé au moins pour un quart.

Ces banques peuvent faire toutes les opérations de banque, recevoir même les dépôts; créer des succursales à l'étranger; acquérir des capitaux dans d'autres sociétés Edge.

Les sociétés sont de deux sortes, sans pouvoir cumuler leurs fonctions : Acceptance Banks, escomptant les traites étrangères; Debentures Banks, émettant des obligations et consentant des

emprunts à long terme aux importateurs étrangers qui peuvent fournir suffisamment gages et garanties.

Quelques sociétés de la première sorte ont été fondées, mais sans succès. Entr'autres, après la crise de 1921, on tenta la création de la Foreign Trade Corporation, société du second genre, pouvant émettre pour 10 milliards d'obligations. La souscription d'une trop petite quantité de titres empêcha la réalisation de ce projet.

L'initiative privée n'ayant pas réussi, l'Etat voulut aussi réorganiser l'ensemble du crédit au commerce extérieur. Pendant la guerre, les Etats-Unis, banquiers de l'Europe, avaient institué une War Finance Corporation, destinée à organiser les avances d'Etats à Etats. Ayant cessé ses opérations en 1919, on autorisa la War Finance Corporation à reprendre son activité en 1921 pour remplir le but suivant : faire des avances aux particuliers, sociétés ou individus exportateurs et aux institutions ayant déjà consenti des crédits à ces personnes.

Le taux des avances ne pourrait être inférieur de 1 % au taux d'escompte du papier bancable à la Federal Reserve Bank du district.

CHAPITRE VII

LE CREDIT A LA CONSOMMATION

Tous les rouages de la vie économique tendent à satisfaire les besoins des consommateurs. Il est donc naturel qu'une fois les biens créés et distribués par catégories, on prenne intérêt à leur écoulement égal permettant la reconstitution régulière des capitaux employés et préparant une nouvelle activité aux producteurs.

Or, la majorité des consommateurs a une capacité d'achat strictement limitée sinon au-dessous des besoins réels, facteur qui réduit singulièrement l'élasticité des marchés. Pour améliorer cette situation sans augmentation des budgets particuliers mais par la possibilité d'achat de produits au prix de revient, il faut supprimer les intermédiaires; c'est le rôle des coopératives de consommation.

Les consommateurs réunis en sociétés coopératives présentent une importance sociale et peuvent défendre sans peine leurs intérêts.

Il est entendu que chacun apporte sa mise sociale dans toute société de consommation, mais ces fonds minimes ne peuvent pas toujours suffire aux sociétés obligées de constituer les stocks nécessaires à certaines époques et incitées, dans l'intérêt de leurs membres, à profiter des occasions exceptionnelles.

C'est ici qu'intervient l'efficacité du crédit à la consommation; une institution de ce genre peut procurer aux sociétés de consommation des capitaux à moyen terme et des fonds de rou-

lement. Les garanties présentées par ces Sociétés ont une valeur plus appréciable que celle qu'on pourrait exiger des consommateurs en particulier.

En France, le crédit aux coopératives de consommation est assuré par une banque. Fondée en 1922, cette institution est principalement régie par la loi de 1867 sur les sociétés à capital variable et par la loi du 7 mai 1917 modifiée en 1920. Selon cette réglementation, la Banque Française des Coopératives est une société anonyme à capital variable, mais certaines personnes voient dans les principes sur lesquelles elle repose les principes d'une association : la preuve en est, disent-elles, que le capital reçoit un intérêt fixe limité, que la répartition des bénéfices se fait moitié à la réserve statutaire, moitié en ristournes aux clients actionnaires, au prorata de leurs opérations de crédit et que les obligations de la banque ne sont pas cotées en Bourse, mais simplement négociées par elle-même.

Les ressources de la Banque comprennent le capital social, le fonds de réserve, les dépôts et les comptes-courants créditeurs.

Les opérations bancaires des coopératives françaises étaient effectuées par leur maison de gros jusqu'en 1922, date à laquelle fut fondée la Banque.

La clientèle s'adresse à la Banque pour deux sortes d'opérations : les avances, ouvertures de crédit et les opérations de banque en général. Dans le premier cas, il n'y a que les sociétés de consommation et leurs maisons de gros qui puissent profiter du crédit de la banque ; dans le second, les membres des sociétés coopératives de consommation ont le droit de s'adresser directement à la banque pour des opérations bancaires.

Aux Etats-Unis où la coopération est assez développée, ce

sont les banques coopératives de crédit, dans le genre des banques populaires françaises, qui distribuent le crédit aux consommateurs de la classe moyenne, constitués en sociétés de consommation.

CHAPITRE VIII

LE CREDIT SPECIALISE EN ROUMANIE

La Roumanie est un des pays le plus bouleversés par la guerre. Dotées d'immenses richesses naturelles, d'une population suffisamment dense, environ 18 millions pour une superficie de 294.967 kilomètres carrés, elle est encore en butte à de grandes difficultés économiques. L'organisation de la production et des transports était avant la guerre à peine suffisante aux besoins d'un pays trois fois moins grand. A cette époque, dans l'ancien Royaume, toute l'activité portait vers l'exploitation agricole de la grande propriété et les principales voies ferrées desservaient les besoins des quatre principaux centres des provinces : Bucarest pour la Walachie, Iassy pour la Moldavie, Craiova en Oltenie, et Constantza, le port sur la Mer Noire dans la Dobrodja, ainsi que les villes de Braila et Galatz, ports sur le Danube.

Lorsque les provinces roumaines, autrefois sous la domination des Empires Austro-Hongrois et Russes, ont été réunies au Royaume de Roumanie, elles y apportèrent d'importantes richesses, dont la mise en valeur d'ensemble fut rendue très difficile par l'organisation toute différente de la production et des transports et par l'épuisement des moyens après une guerre ayant exigé d'aussi grands sacrifices.

Sous la domination austro-hongroise, on avait encouragé le développement des centres industriels et commerçants situés autant que possible en dehors de la population roumaine, cen-

tres se rapprochant de la Hongrie et mieux reliés à Budapest qu'aux villes de Transylvanie. Il en était de même pour la Bessarabie, où tout ce qui comptait comme production était dirigé vers Odessa.

Après la guerre, dans l'ancien Royaume, on a dû procéder à la réorganisation de l'exploitation du pétrole, complètement détruite pour ne pas servir aux armées d'invasion; à la reconstruction de nombreux ouvrages d'art; à la réorganisation des voies ferrées, peu préparées à desservir des nécessités décuplées. D'autre part, les centres industriels de l'ancien Empire Austro-Hongrois trouvèrent leurs débouchés complètement changés de direction et leur activité dût se refaire sur un plan différent.

On conçoit bien qu'avec de telles difficultés économiques, accrues par la situation politique de la Roumanie toujours sur le qui-vive à cause de ses voisins les Soviets, que le problème de la réorganisation économique y soit plus difficile à résoudre qu'ailleurs. La solution de ce problème est d'ailleurs très intéressante à envisager là où, ayant beaucoup sacrifié, on est décidé de beaucoup entreprendre et de tenter l'application de nombreuses innovations.

A notre avis, les innovations ne sont salutaires que si elles représentent une nouvelle utilisation des éléments déjà existants, le développement des ressources caractéristiques au pays et non pas une copie servile d'organisations étrangères.

Nous avons beaucoup à apprendre des grandes nations, mais, ce qu'il nous faut chercher, c'est leur méthode d'adaptation, l'utilisation de leurs moyens naturels et non pas leurs institutions mêmes. Si nous avons suffisamment de courage au travail et d'esprit d'initiative, nous ne devons pas oublier que le succès des institutions sociales et économiques dépend de l'esprit de

race et que l'éducation économique de la population ne peut se faire que sur le fondement de ses qualités naturelles.

L'organisation du crédit était simple avant la guerre. La Banque Nationale, banque d'émission, ayant des succursales dans tous les chefs-lieux de départements, était entourée de quelques grandes banques d'affaires, ex. : la Banque Românească, la Banque Marmorosch Blank et C^o, la Banque de Crédit Roumain, la Banca Modolva, la Banque Commerciale de Craiova, etc... Quelques filiales de banques étrangères, ex. : la Banque Générale Roumaine, la Bank of Roumania Ltd, et quelques succursales, ex. : la Dresdner Bank, complétaient cet organisme qui suffisait aux besoins de crédit de la grande industrie peu développée.

La principale production, la production agricole, voyait ses besoins soulagés par le Crédit Foncier Rural et les banques populaires, coopératives de crédit. La propriété foncière urbaine était aidée par le Crédit foncier urbain.

La principale lacune de cet organisme était l'absence d'une banque de dépôts. Il est vrai que les bouleversements historiques fréquents n'avaient pas permis au peuple roumain de devenir une nation d'épargnants. Or, les banques de dépôts ne pourront se développer que si une période de calme économique et politique dure pendant assez longtemps.

Les provinces autrefois austro-hongroises se rattachaient à l'organisation de crédit des banques austro-hongroises et possédaient, en même temps que des banques locales, des institutions de crédit foncier.

Après la guerre, les banques de l'ancien Royaume ont vu beaucoup augmenter leur clientèle. Pourtant, la situation monétaire est restée très difficile : à cause des mécomptes de la Banque Nationale qui n'est plus jamais rentrée en possession

de ses réserves-or, envoyées pour plus de sûreté en Russie; à cause de l'inflation et de la pluralité des coupures en circulation : billets de la Banque Nationale, coupures représentant les couronnes en Autriche-Hongrie, les roubles en Bessarabie et les coupures en lei émises sous l'occupation allemande par la Banque Générale pour suppléer à l'absence de numéraire. Tout ceci aggravait encore le malaise monétaire.

A la même époque, le régime économique de la Roumanie fut profondément ébranlé par la réforme du régime de la propriété qui s'accomplit très brusquement. Cette réforme longtemps étudiée fut appliquée assez vite. Au lendemain de la guerre, elle rendait justice à la vaillance avec laquelle tous les paysans avaient défendu cette terre qui, désormais, leur serait acquise de droit dans des conditions très avantageuses. L'exemple de cette réforme a été donné par S. M. le Roi Ferdinand I^{er}. La secousse économique fut aggravée par les difficultés éprouvées par les paysans à cultiver des surfaces pour lesquelles ils n'avaient ni moyens ni habitude.

Cette situation économique était caractérisée par l'absence des capitaux, absence qui n'avait d'égale que les immenses nécessités de la production. De nouvelles banques d'affaires ont été créées, dont les principales sont : la Banque Chrissoveloni, la Banque Franco-Roumaine ainsi que des institutions spécialisées.

Une nouvelle réforme économique, la stabilisation monétaire légale, accomplie en février 1929, ouvre actuellement de nouveaux horizons à l'avenir économique de la Roumanie. Nous espérons que la période d'incertitude financière sera close et que l'activité de la production, stimulée par les emprunts extérieurs contractés pour la stabilisation, attirera en Roumanie d'au-

tres capitaux étrangers et développera toutes les possibilités d'action efficace des institutions de crédit.

Nous allons décrire les institutions de crédit spécialisé ayant réussi en Roumanie et indiquer ensuite ce que nous pensons des conditions de leur amélioration, ainsi que de la création de nouveaux organismes dans ce genre.

Le Crédit Foncier en Roumanie

Roumanie fut un pays de grandes propriétés jusqu'en 1918 et le Crédit Foncier y était fort nécessaire pour encourager d'une part les grands propriétaires ruraux à cultiver leurs terres et pour stimuler, d'autre part, le goût de la propriété bâtie dans les villes, petites agglomérations n'ayant pas pu acquérir d'importance à cause des circonstances historiques.

Vers le milieu du XIX^e siècle, la dette obérant la propriété foncière s'élevait à près de : Lei 200 millions. Le gouvernement fut saisi de 1859 à 1872 de nombreuses propositions et projets émanant tantôt de membres du Parlement, tantôt de capitalistes étrangers pour la création du Crédit Foncier.

En 1872, fut déposé à la Chambre un projet prévoyant la constitution d'une société anonyme à capital de 40 millions ayant pour but des opérations de crédit hypothécaire à long terme et des opérations de banque proprement dites. Le taux maximum serait fixé par la loi à 7 1/2 %.

La discussion de ce projet donna lieu à des conflits politiques. Ce projet émanant du parti conservateur n'agréait pas aux propriétaires partisans du Crédit foncier fondé sur le principe de l'association directe des propriétaires emprunteurs, idée défendue par le parti libéral qui soumit aussi un contre-projet à la Chambre.

Ce projet posait les principes suivants : association directe des propriétaires emprunteurs unité de l'institution ; consécration

d'un privilège a son profit ; garantie solidaire de tous les membres pour les engagements de la société.

Le Parlement adopta ce projet à l'exception du principe de l'unité de l'institution et vota la loi fondamentale des sociétés de crédit foncier le 5 mai 1873.

Une société de crédit foncier ne peut être fondée que lorsque 60 propriétaires se sont inscrits avec un capital d'au moins : Lei 3.000.000, garanti par une égale valeur de propriétés foncières. Cette condition vite remplie, on constitua la Société de Crédit Foncier Rural de Bucarest, suivie par la Société de Crédit Foncier Urbain de Bucarest et par des Sociétés similaires à Jassy.

Selon la loi de 1873, les principales ressources des sociétés de crédit foncier consistent dans des lettres de gage émises pour une somme égale aux emprunts hypothécaires consentis et remises aux emprunteurs qui les négocient sur le marché. Ces lettres produisant un intérêt fixe sont : émises au porteur transmissibles par tradition, payables à date fixe ou par voie de tirage au sort, cotées en bourse et garanties par plusieurs fonds.

Le capital social, formé par prélèvement de 2 % sur les sommes prêtées, prélèvements remboursables après l'amortissement de la dette ;

Le capital de roulement prélevé aussi sur les emprunts et complété par d'autres revenus ;

Le capital de réserve provenant de la contribution fixe des emprunteurs et d'une partie des bénéfices ;

Le capital de subvention, occasionnel.

Les sociétés peuvent faire des prêts hypothécaires à long et court terme, garantis par des hypothèques toujours de premier rang sur immeubles à revenu permanent. Le taux des

prêts est de la moitié en valeur de l'immeuble, après estimation spéciale.

Le remboursement s'opère par annuités mais les emprunteurs peuvent dénoncer leurs emprunts; ces derniers doivent régulièrement payer leurs annuités comprenant : l'intérêt, la quote-part proportionnelle pour l'amortissement, un fixe pour frais.

Sont membres de la société tous les propriétaires fonciers ayant hypothéqué leurs propriétés dans ces conditions. Les hypothèques garantissent solidairement du montant des sommes dues à la société les engagements de cette dernière.

L'administration se compose de l'Assemblée générale des propriétaires emprunteurs, d'un Conseil d'administration, d'un Directeur général et de Sous-Directeurs; elle est soumise au contrôle du gouvernement qui délègue à ce but un commissaire.

Ce type de société analogue pour le crédit foncier rural et urbain fut réformé pour le premier par une loi du 22 juin 1923 et pour le second par la loi du 19 mars 1926.

La loi du 22 juin 1923 conserve le principe de la possibilité d'une pluralité de sociétés de Crédit Foncier Rural, ainsi que celui de l'association directe des propriétaires emprunteurs.

Les conditions de formation restent à peu près les mêmes, les chiffres ont changé : il faut un minimum de 60 propriétaires possédant des biens fonciers d'au moins 50 millions Lei. Ils doivent souscrire un capital initial en numéraire dont une tranche de 20 % est versée à la Caisse de Dépôts, et procéder aux formalités de publicité.

Le champ d'activité des sociétés de Crédit Foncier Rural est amplement élargi; elles sont autorisées à :

1° Effectuer des prêts hypothécaires par émission de lettres de gage;

2° Financer des entreprises pour l'exploitation du sol, financer et exécuter les travaux techniques nécessaires à ces opérations;

3° Instituer des entrepôts et magasins généraux et faire les opérations en ce sens [selon la loi de 1881];

4° Accorder des prêts sur gages consistant en produits sol, bétail, outillage et leurs dérivés, aux membres de la société;

5° Accomplir des opérations de banque proprement dites avec les mêmes personnes, et avec les autres associations agricoles;

6° Faire des assurances agricoles.

Les ressources sont composées : du capital social réuni par des prélèvements sur les emprunts, et par souscription d'actions nominatives par les propriétaires ruraux et les sociétés agricoles; les lettres de gage; les fonds de réserve garantissant les lettres de gage et les autres opérations, et constitués par des prélèvements sur les bénéfices.

En octobre 1923, l'ancienne société se transforma. Elle dut changer son organisation grâce aux perspectives ouvertes par la loi, et maintenant elle fonctionne divisée en deux sections : la *section foncière* pour les opérations du même genre que celles pratiquées avant la loi; la *section bancaire* pour toutes les autres opérations prévues dans la nouvelle loi.

Ses ressources sont alimentées par le capital social, par les lettres de gage émises jusqu'à concurrence du capital actions, par le réescompte du portefeuille à la Banque Nationale et pourraient être complétées par des emprunts sur le marché.

Les derniers résultats de l'activité de la société sont ainsi représentés dans le bilan du dernier exercice (1928).

La *section foncière* a émis, y compris les anciennes émissions :

Des lettres de gage à 5 % émises jusqu'au 31 décembre 1927.	Lei	1.151.286 700 »
Des lettres de gage à 5 % émises pendant l'exercice 1928	—	233.440.000 »
		1.384.726.700 »
Des lettres de gage à 4 %	—	34.005.500 »
Obligations à 7 % (garanties par l'Etat) émises jusqu'au 31 décembre 1927	—	161.514.000 »
Obligations à 7 % (garanties par l'Etat), émises pendant l'exercice 1928	—	38.220.000 »
TOTAL DE L'ÉMISSION ...	—	1.618.466.200 »
dont sont actuellement en circulation des titres pour.....	—	1.178.714.717 50
garantis par un capital réserve en valeurs de.....	—	46.821.200 »
en numéraire de.....	—	8.940.06
		46.820.140 06

et par la totalité des hypothèques.

La *section bancaire* a les ressources suivantes :

Capital actions	Lei	32.886.000 »
Capital prélevé sur opérations	—	28.600.000 »
Capital réserve	—	8.590.519 53

Cette section a accordé des emprunts par virement, emprunts à l'occasion desquels les propriétaires ruraux virent leurs dettes envers d'autres institutions de crédit au Crédit Rural, jusqu'au 1^{er} janvier 1929 pour une valeur de : Lei 372.984.736,62. Le crédit a fait directement des avances en numéraire, s'élevant à la même époque à : Lei 239.413.166,53, avances consenties à des propriétaires de surfaces ensemencées. La Société a prêté aux Caisses de crédit départementales : Lei 139.021.738,75 de ses propres fonds et : Lei 331.375.884 p l'intermédiaire des crédits d'escompte ouverts à la Banque N tionale.

Les excédents nets sont, pour la
section foncière Lei 12.737.757 32

Les excédents nets sont, pour la
section bancaire — 28.698.163 90

Le Crédit Foncier Urbain de Bucarest s'est vu aussi obligé de modifier quelque peu ses statuts après la loi du 20 mars 1926 sur les sociétés civiles de Crédit Foncier Urbain. Ces sociétés, constituées sous forme d'associations d'emprunteurs, sont libres d'exister dans les conditions de la loi. Il peut y en avoir plusieurs dans le Royaume pourvu que leur siège soit dans un chef-lieu de département d'au moins 100.000 habitants. On exige un minimum de 200 membres pour constituer la société. Ils doivent prélever 10 % du capital initial pour le fonds de garantie et publier des statuts prévoyant l'organisation administrative, les conditions des emprunts, le mode d'émission, les bilans, la répartition des excédents.

Seules ces sociétés, et celles constituées jusqu'en 1926 d'après la loi de 1873 peuvent émettre des lettres de gage. Les autres banques et institutions de crédit hypothécaire ne pour-

ront émettre que des obligations de droit commun réglementées par l'article 173 du Code de Commerce.

La durée des sociétés est illimitée, la responsabilité morale leur est acquise par la publication du décret royal autorisant leur constitution. Les sociétés auparavant constituées d'après la loi de 1873 sont exemptes de toutes ces formalités.

L'objet de la société est de réaliser sur le principe de la mutualité des opérations de crédit hypothécaire afin d'encourager la construction d'immeubles dans les villes et stations émanatériques et d'alléger les charges foncières [elle ne fait pas d'opérations sur immeubles industriels].

Les fonds comprennent les mêmes capitaux que dans l'ancienne organisation; la société peut faire les opérations de crédit suivantes :

- 1° Prêts hypothécaires à long et moyen terme;
- 2° Avances sur ses propres lettres de gage;
- 3° Escompte par paiement anticipé des lettres de gages tirées au sort pour un délai déterminé;
- 4° Prêts à court terme sur garanties réelles avec les fonds provenant du capital réserve ou d'autres fonds de réserve spéciaux;
- 5° Avances aux propriétaires voulant faire des constructions nouvelles, personnes envers lesquelles la société joue aussi le rôle d'intermédiaire dans leurs rapports avec les sociétés de construction.

Caractères et conditions des prêts

Les prêts sont à long terme de 10-40 ans et à moyen terme de 1-10 ans, toujours garantis par hypothèque de premier rang. Leur taux est de 50 % de la valeur des immeubles bâtis; par exception, on estime aussi la valeur des terrains environnants s'ils peuvent produire un revenu stable en servant de dépôts.

Le Crédit Foncier est doté d'un privilège venant après celui du Trésor et de nombreuses dérogations sont faites au droit commun en sa faveur : les inscriptions des hypothèques ne doivent pas être renouvelées, les prescriptions n'agissent pas contre ses droits et actions sur les immeubles ; les immeubles dotaux peuvent être hypothéqués pour un délai d'au moins 25 ans, afin de permettre leur amélioration et des constructions nouvelles. On ne peut pas faire de saisie-arrêt sur les sommes retenues par le Crédit Foncier pour le paiement des créanciers hypothécaires et privilégiés.

Les prêts à court terme sur gage seront faits pour un délai maximum de 10 ans et obligatoirement garantis par des lettres de gage de l'émission propre. Leur taux est déterminé par le Conseil d'administration. Par exception au droit commun, les actes constitutifs de gage ont force exécutoire dès l'échéance, trois jours après notification par huissier au domicile du débiteur, ces actes servent aussi de garantie aux emprunts contractés par le Crédit Foncier à la Banque Nationale et à la Caisse des Dépôts.

Les emprunteurs reçoivent des lettres de gage émises dans les mêmes conditions que sous le régime de la loi de 1873, titres ayant la même valeur au point de vue emploi que les titres de l'Etat.

Les débiteurs sont tenus aux engagements suivants : payer les annuités, pourvoir au bon entretien de l'immeuble, ne pas en détourner la destination à son détriment, exécuter les nouvelles constructions dans le délai convenu.

Les sommes dues au Crédit Foncier portent intérêt dès l'échéance, sans mise en demeure ; un mois après la mise en demeure toute la dette est exigible. Les mêmes mesures sont en vigueur dans le cas de destruction par incendie [sauf si le

propriétaire promet de reconstruire dans un an] si on découvre des vices cachés et s'il y a aliénation clandestine.

Les prêts sont dénonçables de la part des emprunteurs avec un dédommagement envers la société pouvant s'élever au maximum à 2 %.

En matière de procédure on déroge encore au droit commun; toutes les actions mobilières sont du ressort du tribunal siège de la société; celle-ci n'a pas besoin de caution pour les mesures conservatoires.

Les paiements dus au Crédit Foncier ne peuvent être saisis ni contestés; seul l'Etat a un privilège sur les sommes dues pour le paiement des impôts sur l'immeuble.

Tous les actes et contrats de la société sont considérés comme authentiques.

L'Etat contrôle les opérations de toutes les sociétés de Crédit Foncier par l'entremise d'un commissaire du gouvernement ou d'un délégué du Ministère des Finances.

La première société de Crédit Foncier Urbain de Bucarest a toujours fait preuve d'une activité intelligente et nous verrons par les résultats tirés du compte-rendu à l'Assemblée générale de mars 1929 qu'elle est en pleine prospérité :

La société avait émis jusqu'au 31 décembre 1928 pour :
Lei 1.866.422.100 de lettres de gage à 5 % dont la valeur de lei 666.675.000 constitue l'émission de 1928. Il y en avait encore en circulation à la fin de l'exercice 1928 : Lei 1.522.839.900.

Le capital social s'élevait à : Lei 33.887.811 36.

Le capital de réserve s'élevait à : Lei 27.554.005,12.

Rien que pendant cet exercice on a accordé 579 prêts.

La société de Crédit Foncier Urbain de Jassy avait en circulation le 31 décembre 1928 pour : Lei 736.796.400 de lettres

de gage dont : Lei 144.390.000 ont été émises pendant l'exercice de 1928.

Le capital social est de : Lei 15.581.464.

Le capital réserve est de : Lei 6.965.301.

Les opérations des sociétés de Crédit Foncier de Bucarest et de Jassy s'étendent dans tout l'ancien Royaume et en Roumanie où le crédit foncier était distribué autrefois par des sociétés siégeant en Russie.

Dans les régions ayant appartenu à l'ancien Empire Austro-Hongrois, le crédit foncier était très facilement accessible et ne portait pas un taux trop élevé, trait caractéristique des organisations de crédit foncier allemandes.

Le régime juridique de la propriété enrégimentée dans le Livre Foncier était favorable à ce développement.

Les sociétés de Crédit Foncier y étaient sous le régime de la loi 36 du 19 juillet 1876 qui réglementait les émissions des lettres de gage, apanage des associations d'emprunteurs et des sociétés par actions. Ces dernières sont, selon le Code de Commerce hongrois, des sociétés à capital fixe, partagé en actions d'égale valeur, entièrement souscrit. Leurs membres ont une responsabilité limitée et leur constitution est soumise à des formalités de publicité.

Les Sociétés sont administrées par une assemblée générale, par la direction [notre Conseil d'administration] et contrôlées par un comité de censeurs.

Un fonds de garantie minimum est exigé pour garantir les lettres de gage émises pour une somme 20 fois plus grande; tous les engagements de prêts sont assurés aussi par les hypothèques garantissant les prêts consentis simplement pour la moitié de la valeur des immeubles.

Le remboursement s'opère par amortissement payable en annuités pendant 50 ans.

Les sociétés ont aussi des fonds de réserve spéciaux pour les travaux d'amélioration du sol et pour les dessèchements de marais. Ceux-ci sont constitués par des prélèvements de 10 % sur les prêts consentis.

Parmi les sociétés ayant fait les opérations de crédit qui intéressent dans ces régions, on peut citer :

La Banque d'Autriche-Hongrie, seule banque d'émission fait des prêts hypothécaires;

Le Crédit Foncier Hongrois, associations d'emprunteurs comme le Crédit Foncier de Bucarest;

La société de Crédit Foncier du Royaume Hongrois, très importante institution au relèvement de laquelle ont participé, en 1899, la Banque de Paris et des Pays-Bas; en 1910, la Banque privée Industrielle et Commerciale, la Banque Coloniale de Marseille;

L'Association des Institutions Hongroises de Crédit Foncier, propageant la politique de nationalisation foncière hongroise;

L'Institution de Crédit Foncier des petits propriétaires, accordant surtout des emprunts pour l'acquisition de petites propriétés.

Parmi les institutions locales, plusieurs étaient spécialisées dans ce genre d'opérations:

La Banque Hongroise de Crédit Hypothécaire de l'Ardeal Cluj.

Les Caisses d'Economie d'Arad et de Timisoara, sociétés anonymes faisant de nombreux prêts hypothécaires, ainsi que d'autres Caisses du même genre opérant en plus petit;

Le Crédit Foncier de Sibiu;

La Banque Albina de Sibiu, la plus importante société de capitaux entièrement roumains.

Le Crédit agricole en Roumanie

Le crédit agricole est un des problèmes économiques les plus graves pour la Roumanie ; il s'agit de trouver le meilleur moyen pour aider directement le petit producteur de supprimer les intermédiaires. L'agriculteur a toujours besoin de crédit à cause de l'aléa de sa production et l'agriculteur roumain des terres peu propriétaire définitif de ses terres nécessite plus que les autres les capitaux indispensables à leur exploitation.

Le crédit agricole n'a jamais été particulièrement organisé en Roumanie et son évolution naturelle n'a pas encore abouti à un organisme exprès institué pour le distribuer.

Avant la guerre, la majeure partie de la production agricole était assurée par les grands propriétaires qui pouvaient engager leurs terres au Crédit Foncier. Les petits propriétaires trouvaient un appui auprès des coopératives de crédit et de production qui avaient pris un assez large essor mais dont les capitaux étaient souvent insuffisants pour combler toutes les nécessités.

Ce n'est vraiment qu'après la réforme agraire de 1918 qu'on ressentit l'impérieux besoin d'un crédit agricole mobilier et personnel pour les moyens et petits propriétaires.

Un argument de plus pour intensifier la production agricole ressort du fait que l'autre grande richesse agricole du pays, le pétrole, est continuellement en butte à la concurrence américaine ayant déjà provoqué une forte baisse.

La terre arable est actuellement répartie de la manière suivante :

3.612.745 petits propriétaires ont 8.364.749 Hect.

198.051 moyens propriétaires ont 3.784.121 Hect.

3.168 grands propriétaires ont 1.537.046 Hect.

Le crédit à la moyenne et grande production agricole est distribué par les institutions suivantes :

Les Caisses Départementales d'Emprunt sur Gages, institutions d'emprunt sur gage, n'ont pas donné des résultats intéressants; au lieu de récolter leurs ressources par des emprunts publics, elles se sont contentées des crédits que leur avait ouvert la Banque Nationale.

Les Caisses départementales pour le Crédit agricole sont des sociétés du Crédit Foncier Rural, sociétés anonymes autonomes ayant en 1926 un capital de : Lei 173.983.000 », dont les deux tiers versé; elles complètent leurs ressources par l'escompte de leur portefeuille au Crédit Rural qui le réescompte à son tour à la Banque Nationale et par l'émission d'emprunts par obligations.

Elles sont autorisées à réaliser :

- 1° Des prêts hypothécaires sur immeubles ruraux;
- 2° Des prêts agricoles sur gage sans dessaisissement du débiteur;

Ainsi que toutes les autres opérations que nous avons énumérées lors des attributions du Crédit Foncier Rural.

Ces sociétés sont créées par initiative locale mais leur activité est surveillée par le Crédit Foncier pour lequel elles centralisent des capitaux en numéraire tout en décentralisant ses opérations bancaires. Leurs résultats sont englobés dans ceux du même établissement.

L'Etat a tenté d'organiser le crédit à la petite propriété; en 1881, il avança des capitaux à des caisses de Crédit agricole subventionnées aussi par les départements; mais elles morcelèrent trop les petits prêts et n'accordèrent pas toujours les plus importants à ceux qui en avaient vraiment besoin.

On transféra ces fonds au Crédit Agricole, organe de l'Etat fonctionnant auprès du Ministère des Finances.

Cette transformation n'ayant pas bien réussi non plus, le

tout fut englobé en 1907 dans le fonds consacré aux Banques Populaires.

Les Banques Populaires qui se sont spontanément créées à la fin du siècle dernier, dépendent de la loi du 28 mars 1903 qui pose le principe de la gratuité de leur administration et de la limitation de leur activité territoriale, en créant trois types de banques :

La Banque Populaire libre à activité territoriale illimitée ;

La Banque Populaire contrôlée, à responsabilité limitée, dont les membres, dont le capital consiste en actions nominatives, et dont l'activité territoriale est limitée ; type A ;

La Banque Populaire contrôlée, type B, caractérisée par la responsabilité solidaire illimitée de ses membres.

Les deux dernières sortes de sociétés ont le droit de se faire ouvrir des crédits à la Caisse Centrale des Banques Populaires.

Pour constituer une Banque Populaire, il faut au moins vingt personnes ayant versé chacune une mise sociale de 205.000 » lei.

Ces banques ouvrent des crédits à l'agriculture, au petit commerce et à la petite industrie, mais moins souvent. En 1906, elles ont acquis le droit de fédérer entre elles et de constituer par ces fédérales des Sociétés Coopératives de Crédit de deuxième degré.

Le 31 décembre 1927, il y avait 4.773 Banques Populaires groupant 952.997 membres avec un capital de : Lei 1.265.465.317 », ayant réalisé un chiffre d'affaires de : 11.756.983.519 » lei.

L'activité de ces banques a été centralisée avant la guerre à la Caisse Centrale des Banques Populaires ayant un capital de 20.000.000, provenant de la dotation de l'ancien Crédit

Agricole et jouissant aussi de fonds avancés par le Ministère des Finances sur son compte à la Banque Nationale. Cette institution a pour but d'accorder des emprunts aux Banques Populaires, de faire fructifier leurs dépôts et de contrôler les coopératives.

En 1918, la Caisse Centrale fut chargée de la réforme agricole; on lui fit subir des transformations et la Centrale des Banques Populaires resta simplement une section de la Caisse Centrale de la Coopération et de la Distribution des terres aux paysans, fonctionnant auprès du Ministère de l'Agriculture et des Domaines. En 1923, cette section passa au Ministère du Travail, de la Coopération et des Assurances Sociales.

La Centrale des Banques Populaires sert aux Coopératives de Crédit et de Production. Ses fonds de réserve et de prévoyance s'élèvent à : Lei 111.882.990 ». Selon le dernier bilan, elle a ouvert pour : Lei 1.206.023.603 05 de comptes-courants débiteurs à des Banques Populaires et à leurs fédérales et consenti des emprunts hypothécaires pour : Lei 236.796.621 95.

Le Crédit Industriel en Roumanie

La Roumanie étant un pays très riche où l'acquisition aisée des matières premières permettent d'envisager la création d'industrie diverse et nombreuses, le crédit industriel a un champ d'activité suffisamment large.

C'est depuis la guerre que cette question devint encore plus intéressante; la production du charbon et du minerai de fer s'est accrue grâce aux gisements des provinces désannexées; grâce au vote de la loi sur l'énergie, visant l'emploi productif des gaz naturels, du pétrole et de la houille blanche.

Toutes les banques ont les tendances de banques d'affaires, elles ont prêté leur meilleur concours à l'industrie. La plupart des grandes entreprises industrielles exploitées avant la guerre avec des capitaux étrangers ont vu leurs fonds repris par les banques roumaines dont l'activité fébrile commença à se déployer dès le lendemain de la guerre. Le concours des banques s'est manifesté aussi par des participations financières à la création de nouvelles industries, et par des « frozen », crédits consentis à des entreprises déjà existantes.

Les avances à moyen terme n'entrant pas dans la technique habituelle de leurs opérations, une institution de crédit industriel proprement dit était nécessaire. Elle fut fondée en 1923, d'après les statuts et la loi du 23 avril 1923 modifiée par la suite le 30 mars et le 28 mai 1926.

La Société Nationale de Crédit Industriel est une société anonyme à capital actions de : Lei 500.000.000 » ; cette institution étatique créée avec le concours de la Banque Nationale a pour objet d'accorder des prêts à l'industrie, de mobiliser les créances industrielles et d'encourager le développement de la production en général.

La société possède les ressources suivantes : le capital actions de : Lei 500.000.000 » ; le droit d'émettre des emprunts en obligations remboursables dans un maximum de 15 ans, de contracter d'autres emprunts, de réescompter son portefeuille à la Banque Nationale dans des conditions très avantageuses ; d'émettre des bons de caisse au porteur ; de recevoir des dépôts à terme.

Les titres et obligations de la Société Nationale du Crédit Industriel peuvent servir de garantie comme les valeurs de l'Etat.

La Société est autorisée à faire des nombreuses opérations de

crédit. En principe, le crédit accordé sera toujours un crédit réel, exceptionnellement pourra-t-elle faire du crédit personnel. Les avances seront à échéance fixe ou faites sous forme d'ouverture de crédit en compte-courant. Le délai maximum pour les prêts hypothécaires est de 20 ans. Les prêts seront différemment garantis par des hypothèques, des gages en matières premières industrielles, des effets industriels, des universalités de valeurs dépendant de l'industrie (grande industrie), des effets ou actions industrielles admises par le Conseil d'Administration, des warrants ou marchandises assurées entreposées ou en cours de route.

Toutes les opérations de la société sont commerciales et ceux qui y ont participé, passibles des Tribunaux de Commerce.

Les opérations de crédit de la société sont privilégiées par des dérogations au droit commun.

Les hypothèques toujours de premier rang sont dispensées du renouvellement de l'inscription; à l'égard du débiteur, la constitution de gage est parfaite dès la passation de l'acte.

Les emprunteurs doivent régulièrement remplir leurs obligations, sans cela les sommes dues portent intérêt sans mise en demeure dès l'échéance, le Tribunal n'accorde aucun terme de grâce. Les débiteurs ayant dissipé ou laissé périr ou soustraire leur gage seront passibles des peines de l'abus de confiance et un nouveau délit a été créé lorsque le débiteur transportera le gage sans autorisation en dehors de la circonscription communale.

Les voies d'exécution et les poursuites sont simplifiées par dérogation au droit commun, mais la société peut choisir la procédure ordinaire si elle le préfère.

Les bénéfices sont répartis comme suit : 10 % au fonds de réserve, 5 1/2 % du capital versé aux actionnaires comme pre-

mier dividende; une partie du reliquat est partagée entre le Conseil d'Administration, la participation des fonctionnaires aux bénéfices, la caisse des retraites; si les bénéfices dépassent un certain taux, deux tiers sont versés à l'Etat, le troisième aux actionnaires, comme second dividende. La moitié de la somme versée à l'Etat en tant que privilège et non pas en tant qu'actionnaire, sert à créer un fonds de réserve spécial pour le à la petite industrie et l'autre moitié sera employée pour développer l'enseignement industriel.

L'Etat et la Banque Nationale ont participé avec 20 aux émissions d'actions de la société; dans tous les cas ils doivent participer avec au moins 5 et 10 %.

La société est administrée par une Assemblée générale et un Conseil d'Administration composé de 4 membres élus par les actionnaires, de 3 délégués du Conseil général de la Banque Nationale, d'un délégué du Corps représentatif légal des industriels roumains, du Directeur de la Comptabilité publique au Ministère des Finances, du Directeur général de l'Industrie du Ministère du Commerce et de l'Industrie. Le Conseil a des pouvoirs très étendus et la liste de ses droits, est énonciative. Il délègue la gestion quotidienne à un Comité de Direction.

Le fonctionnement de la Société est surveillé par trois censeurs. L'Etat a un contrôle par les Délégués des Ministères dans le Conseil d'Administration et par un Commissaire du Gouvernement auprès du même organe.

En 1924, à la fin de la première année de fonctionnement, le Crédit Industriel avait déjà consenti les prêts suivants à l'aide du capital social de 200 millions de lei, du portefeuille réescompté à la Banque Nationale pour : Lei 1.202.327.810 23 et à l'aide de bons de caisse et de dépôts confiés :

Prêts contre garantie hypothécaire	Lei	835.870.422
Prêts contre gage commercial	—	285.491.689
Prêts contre lettres de garantie et cré-		
dit personnel	—	216.188.226
		Lei 1.337.550.337

Il a été accordé en compte-courant des avances de : Lei 19.600.000.

En tout, on a satisfait 342 demandes de crédit.

L'intérêt a été de 9 et 10 %.

La valeur des prêts est ainsi répartie :

Au dessous de :	Lei	100.000	1
—	—	200.000	7
—	—	500.000	35
—	—	1.000.000	53
—	—	2.000.000	85
—	—	5.000.000	98
—	—	10.000.000	41
—	—	20.000.000	13
—	—	50.000.000	5
—	—	100.000.000	2
Au dessous de :	—	100.000.000	2

342

8.500.000 lei ont été consacrés à des participations industrielles.

Le capital de la société a été porté à : Lei 500.000.000 en 1925.

Le total des prêts en compte-courant se présente ainsi pendant les exercices suivants :

1924	1.791.600.000	Lei
1925	721.503.000	—
1926	539.260.000	—
1927	333.770.000	—
1928	608.845.000	

3.994.978.000 —

Les participations industrielles s'élèvent à 60.639.000

La Société a préparé une émission d'obligations qu'elle lancera sur le marché au moment propice, probablement après la stabilisation monétaire.

On voit donc que la Société Nationale de Crédit Industriel déploie une activité très intéressante qui, grâce au concours efficace de la Banque Nationale, a bien su résister aux difficultés économiques de notre époque en attendant l'opportunité de recruter la majeure partie de ses ressources dans le public.

Améliorations possibles du crédit spécialisé en Roumanie

L'organisation du crédit en Roumanie est à l'ordre du jour et il nous semble que les institutions spécialisées ne doivent pas être négligées. Parmi celles-ci, on doit absolument procéder à la réorganisation complète du Crédit agricole, à l'institution du Crédit viticole et à la création du Crédit hôtelier.

Toutes ces institutions doivent être fondées en tenant compte des organismes du crédit déjà existants et pouvant encore servir.

Le Crédit agricole pourra continuer à être desservi par les Banques Populaires qui ont prouvé partout qu'elles sont le meilleur moyen pour faire pénétrer le crédit dans la classe des petits propriétaires.

Sans changer leur organisation générale, il faudrait veiller à ce qu'elles s'occupent un peu plus activement à canaliser

l'épargne, les paysans étant portés à dépenser l'argent dès qu'ils en ont touché et à engager ensuite les récoltes futures. C'est à ces institutions donc qu'échoit ce rôle éducateur.

Si le nombre de Banques Populaires et de fédérales est assez grand, l'organe de coordination n'est pas suffisamment spécialisé. Nous ne voulons pas insinuer que l'activité de la Centrale fonctionnant auprès du Ministère du Travail n'est pas digne d'intérêt; loin de là. Nous trouvons seulement qu'une si vaste organisation demande à sa tête une institution autonome pourvue de capitaux recrutés en même temps par dotation étatique, par prélèvements sur les emprunts consentis aux Banques Populaires et par des emprunts à long terme garantis par les sociétés affiliées.

L'institution de coordination doit s'occuper uniquement de Crédit agricole et organiser plusieurs catégories de prêts : prêts d'exploitation, d'acquisition, d'amélioration des propriétés agricoles. Le contrôle de l'Etat est nécessaire, mais le fonctionnement de l'institution comme service public ne peut que lui nuire.

L'organisation du Crédit viticole s'impose aussi. La Roumanie a des régions parfaitement exposées pour cette culture, une grande surface déjà plantée. Jusqu'à présent, la majeure partie des vignobles n'est pas exploitée pour une production intense pouvant arriver à l'exportation des vins.

Le crédit viticole doit encourager la plantation de vignes, leur culture intensive, la préparation des vins pour un transport lointain et la consommation du vin en Roumanie.

Actuellement, d'importantes taxes sont instituées progressivement sur la consommation des alcools fabriqués et ce système vise à la diminution complète de leur consommation.

Il nous semble que l'élimination de ces boissons devrait être

poursuivie parallèlement avec l'augmentation de la production vinicole.

Le crédit viticole pourrait débiter sous forme d'association d'emprunteurs ayant recours subsidiairement à des capitaux empruntés, et à des subventions de l'Etat.

Voici, enfin, un autre établissement de crédit dont l'existence est de première nécessité : *le Crédit Hôtelier*.

La Roumanie est très bien partagée du point de vue des sources naturelles climatériques et thérapeuthiques. Ses montagnes sont riches en forêts, pâturages et eaux vives. Elles s'étendent sur une longueur de quelques centaines de kilomètres. Leur climat est propice à la création de stations d'altitude et à d'importants centres de tourisme internationaux. Les plages du bord de la Mer Noire offrent une situation unique à l'Europe pour leur exposition favorable à l'angle de réfraction des rayons ultra-violets. De nombreuses sources iodées, salées, sulfurées, radio-actives, sont disséminées un peu partout dans le pays. Leur exploitation rationnelle rapporterait à la Roumanie des ressources sérieuses.

Une institution de crédit hôtelier, est appelée à réaliser la création d'importantes stations en collaboration avec des sociétés de construction. Nous voyons la possibilité d'organiser le crédit hôtelier de la manière suivante :

Réunir les principaux hôteliers des entreprises déjà existantes, chercher à connaître leurs possibilités de perfectionnement. Ensuite, constituer une Société avec le concours de la Direction et du Conseil d'Administration des Chemins de Fer, avec les Sociétés de Navigation et les hôteliers déjà installés. Les capitaux, souscrits par les actionnaires, recueillis par emprunts, avancés par les intéressés et l'Etat, serviraient à accorder des avances aux hôteliers déjà existants, des prêts contrôlés à de

nouvelles entreprises et à la participation de la Société dans l'organisation des stations climatériques, thermales et sportives.

Comme nous l'avons vu plus haut, le tourisme international, bien organisé dans un pays, y contribue à la promptre reconstitution des capitaux employés et à l'essor de l'activité économique.

Nous espérons que la Roumanie ne tardera pas à s'offrir ce dernier moyen d'intensifier la production générale et que l'idée de crédit hôtelier déjà conçu par des personnalités marquantes va bientôt arriver le moment propice à sa réalisation.



CONCLUSION

Il ressort nettement de la présente étude que la distribution du crédit subit le phénomène de la spécialisation, de même qu'elle a subi ceux d'intégration et de concentration.

Nous ne prétendons pas que le crédit remplira parfaitement, sans défaut, son rôle lorsqu'il sera extrêmement spécialisé; nous ne faisons que relever la caractéristique moderne de son évolution.

Le trait original des institutions spécialisées rehaussant le caractère d'utilité générale de leur rôle, est indiqué par le fait qu'à leur création préside en première ligne le souci d'encourager l'activité économique et non pas celui de procurer un gain à n'importe quel prix à des capitalistes.

Certes, le meilleur moyen d'assurer le bon fonctionnement d'une institution spécialisée est celui qui lui permettra de réaliser de bons bénéfices pendant qu'elle prêtera un concours efficace aux entreprises économiques de son ressort.

Nous avons essayé de nous rendre compte en général de la situation des institutions de crédit arrivées à un stade bien marqué de spécialisation, par rapport à leur propre prospérité, à celle de la branche d'activité économique stimulée et à la situation économique générale.

Parmi ces institutions le Crédit Foncier peut servir d'exemple, parce qu'il est suffisamment évolué et généralisé et employé

depuis un temps assez long pour qu'on puisse juger de son activité dans des circonstances très diverses.

Dans tous les pays où il existe, le Crédit Foncier a apporté de bons résultats. N'importe son organisation, association de prêteurs ou d'emprunteurs, son activité est tout aussi intéressante dans les limites des régimes juridiques divers. Les titres émis par ses Sociétés sont toujours bien vus sur le marché à cause de leur solidité et de la certitude donnée aux capitalistes qu'ils apporteront un revenu fixe.

La guerre n'a pas diminué l'activité des Sociétés de Crédit Foncier; au contraire, après ces grands bouleversements, de nombreux propriétaires fonciers ont eu plus que jamais besoin de remettre en état leurs propriétés, soit simplement négligées, soit sérieusement endommagées. Partout le Crédit Foncier a dû faire face à un accroissement de demandes qu'il a satisfaites autant que possible. Il faut reconnaître que dans les pays où ces Sociétés prêtent un concours spécial à la construction de nouveaux immeubles, le problème du logement bourgeois est un des premiers problèmes d'après-guerre, dont les possibilités de solution ont été aussi largement encouragées.

Pendant les crises périodiques de surproduction, les Sociétés de Crédit Foncier ont toujours résisté grâce à des raisons intrinsèques à leur organisation, fondée sur le principe du concours direct à la production. La solidité de ce principe est prouvée par le fait que c'est sur la même base et avec le concours du Crédit Foncier, qu'on envisage d'organiser, en France, le crédit à l'armement de la marine marchande.

En examinant à son tour le Crédit Agricole, nous voyons que dans tous les pays où l'on s'est efforcé de l'organiser, son fonctionnement conduit à une égalisation du taux des crédits à la production; ainsi, aux Etats-Unis, on a vu que la marge entre le

taux des prêts agricoles et celui des prêts industriels s'est réduite en moyenne à 1/10 en 30 ans (1).

En Allemagne, où l'organisation d'initiative particulière du Crédit Agricole ne trouve sa réplique que dans la sollicitude du Gouvernement à l'encourager, on remarque que la production agricole de ce pays, dont la terre n'est pas excessivement fertile, est portée à son maximum. Quant aux pays, où l'organisation du Crédit Agricole est insuffisante, la production en ressent indubitablement le manque, même si les conditions naturelles lui sont très favorables.

Quelle meilleure preuve de la nécessité de l'organisation du crédit spécialisé à notre époque, pouvons-nous trouver ailleurs, que dans le fait montrant, que malgré l'immense concours prêté à l'industrie en France, par les banques d'affaires, en général, et les banques d'affaires spécialisées, le besoin d'une institution ou de plusieurs institutions spécialement créées et dirigées dans ce but, se fait encore sentir !

En Belgique, où les banques étaient tout aussi intéressées au progrès de l'industrie, une Société nationale de crédit industriel a été tout de même constituée après la guerre prouvant son utilité par son activité incessante.

Le but immédiat du crédit spécialisé visant le concours direct à l'activité productrice s'accorde très bien avec la tendance moderne de la rationalisation économique.

Les institutions de crédit spécialisé ayant été créées au fur et à mesure des nécessités particulières de la production, sans aucune vue d'ensemble, leur fonctionnement semble parfois artificiel et elles occupent des places tout à fait inégales dans l'organisation générale de la distribution du crédit.

(1) En effet, cette différence s'élevant à 2,4 % en 1890, est seulement de 0,25 % en 1920.

Avec le temps et sous l'impulsion d'une idée directrice d'activité coordonnées, elles acquerront chacune et d'un mouvement d'ensemble la place qui leur est naturellement dévolue, car elles sont plus nécessaires que jamais.

On voit d'après les résultats indiqués que les institutions de crédit spécialisé ont un rôle intéressant partout où le ^{crédit} ~~créma~~ ^{est} ~~peu~~ ^{est} arrivé à ce stade de développement. Si tel a été le cas spontané, pourquoi ne pas se servir de la loi naturelle qui gère ce moyen d'organiser la vie économique, de la production, la consommation et d'établir, par rapport aux réalités économiques, la collaboration des institutions de crédit spécialisé.

La vie économique actuelle est ainsi caractérisée :

La production mondiale augmente et la cause de la concurrence qui la stimule, ne réside pas dans l'augmentation de la demande, mais dans la diminution des prix de revient, recherchée par toutes sortes de moyens techniques. Ce sont les producteurs eux-mêmes qui provoquent la demande en diminuant les prix d'achat par compression de leurs propres frais.

D'un autre côté, le consommateur moyen dont les besoins divers se sont considérablement accrus, dépense régulièrement de très petites sommes. A peu près partout les produits s'épuisent immédiatement par la consommation ou d'un emploi limité, sont achetés au jour le jour ; les produits d'un usage plus durable, sont écoulés dans le public par des ventes à crédit, en général, ventes à tempérament [l'installment selling est florissant aux Etats-Unis]. Dans tous ces cas, les capitaux se reconstituent régulièrement, mais lentement.

Donc, tous les facteurs économiques, producteurs et commerçants, ont plus que jamais besoin de capitaux liquides empruntés à long, moyen et court terme, pour leur permettre : l'aménagement de nouvelles entreprises, la possibilité d'établir

à l'avance sur des données connues le prix de revient et celle d'attendre la reconstitution complète des capitaux qui s'accomplit par très petites tranches.

La vie économique ne pèse plus comme un fatum sur l'humanité. Tous les organismes distributeurs de crédit doivent collaborer entre eux et avec les facteurs de la production. La tâche serait rendue plus facile, elle se dessinerait d'elle-même l'organisation consciente du crédit spécialisé.

Le Président de Thèse,
Albert AFTALION

Vu : Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer,
le Recteur de l'Académie de Paris :
MAURELLET.

dans

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- PERREAU (C.). — Manuel d'Economie Politique.
PERREL et LEJEUNE. — Traité pratique des Opérations de Banque.
THALLER et PERCEROU. — Manuel de Droit Commercial.

Ouvrages spéciaux

- AFTALION (A.). — Monnaie, Prix, Change.
AFTALION (A.). — Monnaie et Industrie.
BLOCK (M.). — Une crise de la propriété rurale en Allemagne et l'organisation du Crédit Agricole.
DERNIS. — La renaissance du crédit en Allemagne.
GERMAIN-MARTIN. — Les problèmes du crédit en France.
LIESSE (A.). — L'organisation du crédit en France et en Allemagne.
MACLEOD (H. Duning). — The theory of Credit.
MARSHALL (A.). — Money Credit et Commerce.
MARSHALL LEON CARROL. — Readings in industrial society.
MONTAGNON. — Traité sur les Sociétés de Crédit Foncier.
NOGARO et OUALDI. — L'évolution du commerce, du crédit et de l'industrie depuis 150 ans.
MARSAL (F.). — Encyclopédie de banque et de bourse.
PASCANU (M.). — Creditul Funciar în partile Românești din fosta Ungarie.

SLAVESCU (V.). — Organizatia creditului în România.

STEINER. — The mechanism of commercial credit.

TAYLOR (L.). — The credit System.

TOUTAIN (J.). — L'Economie antique.

WADE (A.). — Modern finance and industry.

WRIGHT (I.). — Bank credit and agriculture.

Périodiques

Annales de l'Economie Collective.

Revue d'Economie Politique.

Revue Industrielle.

Revue Politique et Parlementaire.

The Quarterly Journal of Economists.

Thèses

ALBERTINI, Paris.

AUVRAY, Paris.

BAIULESCO, Paris.

BARÈS, Paris.

BALDY, Paris.

CAILLEZ, Paris.

FERRIER, Lyon.

JUVARA, Paris.

VERGOT, Paris.

VINCENT, Toulouse.

Nombreux comptes rendus de conseils d'administration et statuts d'institutions de crédit.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

Chapitre I

LE CRÉDIT FONCIER	19
Les Sociétés de Crédit Foncier en France.....	24
L'Organisation du Crédit Foncier en Allemagne...	27
Le Crédit Foncier rural en Angleterre.....	31

Chapitre II

LE CRÉDIT AGRICOLE	32
Le Crédit Agricole en France	34
Le Crédit Agricole en Allemagne	43
Le Crédit Agricole aux Etats-Unis	49

Chapitre III

LE CRÉDIT INDUSTRIEL	53
Le Crédit Industriel en France	54
Le Crédit à l'industrie en Angleterre	64
Le Crédit Industriel en Allemagne	66
Le Crédit industriel en Hollande	68
Le Crédit industriel en Belgique	69

Chapitre IV

LE CRÉDIT MARITIME	71
Le Crédit à l'Armement	71
Crédits à la Pêche et à l'Ostréiculture	74
Crédit Maritime en Angleterre	74
Crédit Maritime en Allemagne	75

Chapitre V

LE CRÉDIT HOTELIER	76
Le Crédit Hôtelier en France	78
Le Crédit Hôtelier en Suisse	81

Chapitre VI

CRÉDITS A L'EXPORTATION	83
Le Crédit au Commerce extérieur en France	86
Le Crédit au Commerce extérieur en Angleterre ...	91
Le Crédit au Commerce extérieur en Allemagne...	92
Le Crédit au Commerce extérieur aux Etats-Unis...	93

Chapitre VII

CRÉDITS A LA CONSOMMATION	96
---------------------------------	----

Chapitre VIII

LE CRÉDIT SPÉCIALISÉ EN ROUMANIE	99
Le Crédit Foncier en Roumanie	103
Le Crédit Agricole en Roumanie	114
Le Crédit Industriel en Roumanie	117
Améliorations possibles du Crédit spécialisé en Roumanie	122
CONCLUSION	127
BIBLIOGRAPHIE	133
